No 38 du 20 septembre au 5 octobre
Supplément à *L'Humanité rouge* No 932

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL 3 F

L'IRAN SOUS LA LOI MARTIALE

Pages 5-16-17

LE PCF ET L'URSS



Quoi de neuf ?



Courrier des lecteurs

A propos des comités de grève

L'éditorial du bimensuel No 33 titrait : *« Le comité de grève indispensable à la lutte »* il a suscité plusieurs critiques.

« On a l'impression qu'on oppose, dans la lutte, le comité de grève à l'organisation syndicale. Il ne faut pas oublier que dans certains syndicats (surtout CFDT) le comité de grève est un acquis de la pratique syndicale. C'est un des acquis qu'il faut à tout prix défendre mais non pas comme une alternative à l'organisation syndicale. L'éditorial aide les militants à critiquer les syndicats mais ne les aide nullement à construire des syndicats de classe et de masse, des syndicats qu'il nous faut pour la lutte.

Si notre presse veut être un réel outil de lutte pour les militants dans les syndicats (très important pour les sympathisants il nous faut des types d'analyses qui nous aident directement à :

– Construire nos syndicats

– Etre des forces de propositions partout où en est dans les syndicats

– Défendre les comités de grève en poussant les sections syndicales à y être, à y accepter la démocratie ouvrière sans s'y noyer, ni s'y perdre comme force organisationnelle.

En encourageant les comités de grève parallèles on s'isole. »

Pour un lecteur non régulier de notre presse, la rédaction de cet éditorial, écrit *« à chaud »*, immédiatement après les luttes de Renault, de Dubigeon, de Terrin et des hospitaliers, peut prêter à confusion. Pourtant la distinction était faite entre base et dirigeants syndicaux. Mais précisons sur quoi fondamentalement s'appuie notre position : qui dirige la lutte ? Pour nous, c'est la masse de tous les travailleurs, sans distinction d'appartenance syndicale ou politique.

Il n'est pas question pour nous de prôner dans les entreprises une organisation *« parallèle »*, voire *« opposée »* aux sections syndicales, type *« comité de lutte »* ou *« d'action »* de 1968. Mais nous mettons en avant ce qui garantit une véritable démocratie prolétarienne. Pour la même raison nous avons défendu et continuons de défendre les assemblées générales de personnel souveraines. Le comité de grève, tel que le rappelle l'éditorial, c'est-à-dire *« reflétant bien la réalité de toute la boite en lutte »*, regroupant *syndiqués et non-syndiqués*, constitue la garantie de la tenue correcte de ces assemblées générales et en est l'exécutif. Sans entrer dans le détail de son fonctionnement, lié d'ailleurs très étroitement aux caractères spécifiques de la boite en question, sa constitution, la révocabilité de ses membres, la définition de ses pouvoirs, sa représentation dans les négociations, sont des questions essentielles dans la lutte.

Notre correspondante affirme que c'est un acquis de la pratique sydicale. C'est vrai dans certains cas, quand il y a une bonne pratique syndicale. Autrement dit, quand les militants syndicaux mettent eux-mêmes en avant l'existence d'une réelle démocratie ouvrière, lorsqu'ils œuvrent à l'unité des travailleurs à travers la liaison qu'ils ont avec l'ensemble du personnel. Dans ces cas-là, ils ne redoutent pas la mise sur pied du comité de grève : ils travaillent au contraire à sa constitution sans craindre de s'y noyer. Leur capacité à être porteurs de propositions susceptibles d'unifier les travailleurs, liée à leur respect de la volonté clairement exprimée de ces derniers, viendra au contraire consolider leur action présente et future. C'est bien pourquoi les écoles de formation de la CGT par exemple, dans un passé relativement proche, mettaient encore à l'ordre du jour la question des comités de grève. Il est temps de retrouver ces acquis des luttes du mouvement ouvrier.

Mais force est bien de constater que l'enjeu est d'une telle importance que le problème a fait souvent clivage dans le nombre de congrès syndicaux. Et ce clivage relève de la lutte de lignes.

– Entre la ligne de capitulation, de collaboration de classe dont les tenants ou bien nient totalement l'utilité du comité de grève, (ceux dont l'éditorial dit *« qu'ils soufflaient tantôt le chaud, tantôt le froid... »*), ou bien en déforment la portée en le confondant avec l'intersyndicale. Ces pratiques-là, nous nous devons de les dénoncer sans relâche, non pas par antisyndicalisme, mais au contraire au nom d'une juste conception de ce que doit être le syndicat.

– Et la ligne prolétarienne de construction d'un syndicat de classe et de masse. Plusieurs de nos articles reviennent sur les caractéristiques de cette lutte de lignes. Mais elle ne doit pas s'appuyer seulement sur des textes. Elle est vivante, quotidienne, faite de hauts et de bas. Elle nécessite des analyses (où sont les vrais amis, les faux amis), des bilans (quelles erreurs avons-nous commises...), des propositions (qu'est-ce qui nous permettra de ne plus commettre ces erreurs). Elle exige d'être comprise par les masses. Plus que jamais, elle s'aiguise à l'heure actuelle et elle oppose de fait les directions confédérales à la grande majorité d'une base qui veut que *« la direction de la lutte (appartienne) aux travailleurs en lutte »*.

Et n'oublions pas ce que l'éditorial présentait en conclusion :

« Pour que cette autre voie, celle de la lutte, de l'unité et de l'organisation sur des bases de classe, soit celle sur laquelle s'engage demain toute la classe ouvrière, il faut reconstruire le parti prolétarien qui, dans les usines, mènera la lutte contre les conceptions et la ligne néfastes qui brisent aujourd'hui nos combats. »

Joël FABIEN

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro

Editorial

Nouvelles intérieures

International

La France des luttes

COURRIER DES LECTEURS

Culturel

Histoire







L'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris Cedex 18
CCP : 30 226 72 D La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépôt légal 3e trimestre 78
Directrice de publication
Suzanne Marty

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joel Fabien, Serge Forest, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclerc, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Pierre Marceau, Henri Mazereau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaire de rédaction et maquettiste* : Guy Lanrivain. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directrice de publication* : Suzanne Marty.

Impôts nouveaux

Où ira l'argent frais ?

Hausse de l'impôt, nouvelle imposition portant sur les indemnités journalières de la Sécurité sociale, augmentation des taxes sur l'alcool, le tabac, la vignette, l'essence, et des milliards de francs offerts aux monopoles, tel est le projet de budget qui vient d'être adopté par le gouvernement pour 1979.

Ce budget est prévu en déficit : 15 milliards de francs d'excédent de dépenses qui viendront alimenter l'inflation. En fait, Barre a décidé, plus que jamais, de serrer la vis pour tous les travailleurs. Ceci pour pouvoir trouver l'argent nécessaire à la couverture des cadeaux financiers offerts aux monopoles.

Les dépenses budgétaires : des cadeaux royaux aux monopoles

Les dépenses seront de 459 milliards de francs, soit une hausse de 15 % par rapport au budget initial de 1978. Leur décomposition est claire : le plus gros consiste aux aides sous différentes formes accordées aux firmes. Ainsi, les postes *« dettes publiques »* et *« interventions »* représentent rien qu'à eux deux une hausse de 57 %. Or, on sait qu'ils comprennent, pour l'essentiel, tout l'éventail des mesures mises en œuvre pour le *« redéploiement industriel »* (diverses aides aux monopoles, comme facilités à l'exportation, allègements fiscaux).

Le reste — les dépenses de fonctionnement comprenant les dépenses des administrations en matériel et traitements des fonctionnaires — stagne lamentablement (plus 11 %). Cela signifie une dégradation des conditions de travail et le blocage des salaires des fonctionnaires. Mais voyons,, la sécurité d'emploi *« vaut bien un léger sacrifice salarial »* précise le commissaire général au Plan. Parallèlement, Barre a chargé Monory de la police des salaires et menace les entreprises qui ne se montreraient pas assez intransigeantes, face aux revendications des travailleurs, de supprimer son aide. Quant aux mesures contre le chômage, parlons-en !

Un replâtrage du chômage

Sont prévues :
- 22 400 créations d'emplois publics contre 56 465 en 1977, soit moins de la moitié ;
- La création d'un fonds spécial doté de trois milliards de francs.

Une imposition scandaleuse : celle des indemnités journalières versées aux assurés sociaux



Ce fonds fournira de l'argent frais aux capitalistes sur simple présentation d'un projet d'investissements sans même fixer le nombre d'emplois prévus à créer. Il financera aussi les contrats emploi-formation destinés à fournir à nos capitalistes des stagiaires et travailleurs en temps partiel au moindre coût.

Des impôts accrus pour les travailleurs

Les dix premières tranches d'impôts seront relevées de 9 %. Or, comme la hausse des prix excède 9 %, cela revient, de fait, à relever l'impôt. Pour faire passer la pilule, Barre a le culot de prétexter la réduction des inégalités, arguant le fait que les hausses touchent plus les hauts revenus. En fait de hauts revenus, ce sont tous les travailleurs qui sont frappés. Les couches moyennes ne sont pas plus épargnées : les grosses fortunes seront une nouvelle fois favorisées.

Autre moyen pour relever l'impôt : le plafonnement des abattements spéciaux pour frais professionnels dont bénéficient certains ouvriers du bâtiment et nombre de travailleurs à domicile notamment.

Un impôt odieux !

D'autre part, Barre a créé une nouvelle imposition scandaleuse : celle des indemnités journalières versées aux assurés sociaux. Déjà, ceux-ci touchent une somme inférieure à leur salaire. Elle le sera d'autant plus qu'elle sera, donc, imposée.

De cette série de hausses, l'État escompte 570 millions de recettes. Mais, comme cela n'est pas encore suffisant pour financer les profits accrus des entreprises, c'est encore une kyrielle de hausses de « recettes de poche » qui sont prévues : tabac, alcool, essence, carte grise. Grâce à elles, l'État s'attend à une rentrée supplémentaire de 6,3 milliards de francs.

Ainsi, les prix qui sont déjà en cavale depuis leur libéralisation vont, nourris par toutes ces hausses, poursuivre leur course folle pour le plus grand profit des monopoles.

C'est l'ensemble des travailleurs qui sont touchés. C'est tous unis que nous devons riposter aux mauvais coups de Giscard-Barre.

Catherine LEMAIRE

Soutien au peuple iranien dans sa lutte pour la démocratie et l'indépendance nationale

La situation en Iran est au cœur des préoccupations de l'opinion démocratique dans notre pays. S'il est une tradition profonde en France, c'est bien celle de la haine du fascisme.

Les crimes de Franco en Espagne, ceux de Pinochet au Chili, ceux de Videla en Argentine, ont tour à tour fait descendre dans la rue des centaines de milliers de travailleurs et de démocrates.

Aujourd'hui, le peuple iranien se soulève contre le régime de terreur blanche que fait régner le Shah. Celui-ci répond en faisant tirer sur les manifestants et arrêter de nombreux opposants : on ne peut qu'être soulevé de colère devant ces crimes fascistes.

Au-delà de cette juste indignation spontanée, il est nécessaire d'essayer de comprendre les causes profondes de cette situation qu'il faut rechercher dans les contradictions de classes de la société iranienne. C'est dans ce but que nous avons interviewé, dans ce numéro, des étudiants iraniens de l'UEIF-CISNU.

D'autres raisons nous font prêter attention aux événements en cours dans ce pays.

L'Iran se trouve au cœur du golfe Persique et possède une large façade maritime sur l'océan Indien. Elle a une frontière commune d'environ 2 000 km avec l'URSS.

Les ressources pétrolières et sa situation stratégique en ont fait, depuis longtemps, un objet de rivalité entre les puissances impérialistes, notamment entre les États-Unis et l'Union soviétique.

Il ne peut échapper à personne que, ces derniers mois, l'URSS, poursuivant son offensive dans la région de l'océan Indien, a organisé des coups d'État en Afghanistan et au Yémen du Sud et intensifié son intervention militaire en Éthiopie.

Comment ignorer que, comme elle l'a fait en Éthiopie après le renversement d'Haïlé Sélassié, l'URSS cherche à pêcher en eau trouble en Iran pour renforcer ses positions.

On peut être certain que le peuple iranien et les forces révolutionnaires et démocratiques iraniennes qui se sont soulevées plusieurs fois contre l'impérialisme américain n'accepteront pas les visées du social-impérialisme russe.

Quant à nous, nous sommes partisans de renforcer, en France, le soutien au peuple iranien, soutien qui ne peut pas passer, bien entendu, par quelque alliance que ce soit avec l'URSS ou les forces qui défendent la politique internationale de l'URSS.

La voie de la libération du peuple iranien, la voie de soutien, c'est celle du soutien résolu à sa lutte et à celles des forces politiques qui combattent pour la démocratie, pour l'indépendance nationale, contre l'hégémonisme, l'impérialisme et ses valets.

Le 18/9/1978

Le chômage, c'est le capitalisme qui le crée !

Le chômage, tout le monde en parle. Giscard, Barre, les patrons, les dirigeants syndicaux, Chirac, Marchais. C'est vrai que pour tous ces messieurs, c'est un bon thème. On démolit le voisin, on remonte *sa* cote personnelle, quitte à faire oublier la politique passée comme Chirac.

1 500 000 chômeurs, telle est la réalité aujourd'hui et Ceyrac dit qu'on atteindra le creux de la vague à la fin de l'année. Mais pour lui il ne s'agit pas de chômeurs, mais de demandeurs d'emplois.

Chômeurs et demandeurs d'emplois

Dans un article des *Échos* du 13 septembre, un dénommé Pierre Locardel, s'escrime à nous expliquer qu'en réalité il n'y aurait que 400 000, voire 450 000 chômeurs, ce qu'il appelle « *vrais chômeurs* » ayant perdu leur emploi par licenciement.

Le reste se décomposerait en deux grandes catégories : les jeunes et les femmes et il les appelle « *demandeurs d'emplois, non chefs de famille* ». Pour les jeunes, il en arrive de 600 000 à 650 000 sur le marché du travail chaque année en juillet.

D'après Locardel, « *presque la moitié des jeunes de moins de 20 ans trouvent un emploi dans les quatre mois. Les autres, mal orientés ou mal formés, attendent plus longtemps.* » C'est pas très gentil pour Beullac, le ministre de l'Éducation.

Les femmes :

Deuxième catégorie : les femmes plus âgées à la recherche d'un premier emploi et d'un second salaire et qui, faute de formation, ont tendance à s'orienter vers les industries en déclin ou le tertiaire surencombré. » Quel cynisme !

Qui a toujours dit que les femmes étaient « *plus habiles mais moins fortes que les hommes* » et que par conséquent, elles étaient aptes à certains travaux et pas à d'autres : secrétariat, textile, chaussures, sans parler des « *doigts de fée* » des couturières, des monteuses de transistors.

Les Assedic

La sisutation de l'emploi ne cesse de se dégrader, les patrons veulent revoir tout le système d'indemnisation des chômeurs de façon à indemniser plus de chômeurs avec moins d'argent. Il paraitrait que les Assedic seraient en déficit ; pas étonnant avec les trusts qui ne paient pas leur part patronale ou qui empêchent celle des ouvriers pour boucher les trous comme Boussac.

Dans cette situation il incombera aux municipalités de payer une partie du chômage, ce qui signifie une augmentation des impôts locaux. Bref, c'est toujours les mêmes qui paient : les travailleurs.

Le plan emploi

Le fameux plan emploi vise à contracter le nombre de chômeurs par l'élimination du décompte des « *demandeurs d'emplois* ». Il s'agira de gérer le chômage, de créer ça et là quelques emplois en fonction du climat social local. Et puis, on met sur pied des commissions d'experts (très chers payés) qui vont nous prouver par A plus B que l'emploi c'est mieux que si c'était pire. Mais les mesures budgétaires prouvent toutes que l'argent ira aux riches, à certains monopoles « en pointe ». Rien de bon pour les travailleurs en somme. La lutte sera dure pour améliorer les conditions de vie des chômeurs. Mais elle doit se faire afin de briser l'isolement dans lequel ils se trouvent et dans lequel on les enferme en les culpabilisant. Une rude tâche nous attend.

Yves LEPIC.



Quelques chiffres :

- Dans les tanneries : suppression de 19 000 emplois en 20 ans.
- Terrin : liquidation de l'entreprise : 4 000 chômeurs plus les usines de sous-traitances : 8 000 à 10 000 en tout.
- La Ciotat : confirmation des 1 334 licenciements.
- La Seyne (chantiers navals) : compression d'effectifs dès octobre.
- Boussac-Willot : près de 1 800 licenciements.
- Éternit : 1 000 licenciements.
- Trigano (Caravelair) à Tournon et Drôme : 133 licenciements.
- Imbert de Guyenne : 600 emplois menacés.
- Filatures d'Ouville-la-Rivière (76) : 203 licenciements.
- Rapidex à Angers (machines-outils) : 43 licenciements.
- Éditions Flammarion-Arthaud à Grenoble : 45 licenciements.
- Berglass-Kiener (Bas-Rhin) : 233 licenciements.

A la fête de l'Humanité

Vu et entendu

Beaucoup de débats cette année à la fête de *l'Humanité*. Beaucoup au moins par rapport aux années précédentes, dans les stands de cellules, comme le stand du 9ème arrondissement de Paris et son débat sur la condition féminine, mais surtout dans les « *espaces* » des différentes régions et au Village du livre. Les deux faits politiques marquants de cette fête furent sans doute le débat sur le livre de Paul Laurent, « *Le PCF tel qu'il est* » et sur le livre de cinq intellectuels, dirigés par Francis Cohen « *L'URSS et nous* ».

Beaucoup de questions très nouvelles au cours de ces débats. Des questions posées avec insistance. Quant aux réponses, elles furent plutôt plates et traditionnelles, même si quelque chose est changé ou en train de changer.

Démocratie ou non ?

Le livre de Paul Laurent a été l'occasion pour de nombreux contestataires (ceux qui d'après Marchais n'existent pas) de s'exprimer. Le thème central était le centralisme démocratique tel qu'il est appliqué au sein du PCF.

« *J'ai signé le Manifeste d'Aix, dit le premier intervenant. Je ne suis pas d'accord avec tout son contenu, mais je n'ai pas aimé que Marchais dise à la télé que les contestataires ne sont qu'une vingtaine* ».

Le second : « *Je suis au Parti depuis 40 ans. Je suis d'accord avec le centralisme démocratique, mais l'important, c'est la façon dont on l'applique* ».

Une autre demande ce que veut dire « *fractionniste* » : « *Il n'y a pas eu de débats dans le Parti, comment peut-on parler de débats fractionnels ?* ».

Paul Laurent se refuse à affronter de face ces questions et les militants qui les posent. C'est soit « *Il faut bien voir les deux aspects de la question* », soit : « *C'est vrai, il faut réfléchir à tout cela* ». Aussi les questions se font-elles volontairement de plus en plus provocatrices. Jusqu'au moment où un militant, pince sans rire, déclare : « *A mon avis le livre ne devrait pas s'intituler " Le PCF tel qu'il est", mais " Le PCF tel qu'il devrait être "* »

Socialisme ou non ?

« *L'URSS est-elle socialiste ?* ». C'est la première question qui sera posée à l'équipe de cinq intellectuels qui ont rédigé, sous la direction de Francis Cohen, le livre « *L'URSS et nous* ».

On se trouvait tout de suite au cœur du débat. D'autres questions suivront : « *N'y-a-t-il pas en URSS une nouvelle classe bourgeoise, bureaucratique au pouvoir ?* », « *Y-a-t-il lutte de classes en URSS ? Et si oui, de quelle classe contre quelle classe ?* », « *Ne peut-on dire, vu ses interventions à l'extérieur de sa frontière, que l'URSS est impérialiste ?* »

Questions là encore posées avec sérieux. Expliquées et détaillées. Et quand l'un des orateurs essaie de répondre par l'ironie, avec un discours volontairement embrouillé et démagogique, non seulement ça n'applaudit pas, mais encore ça siffle ici ou là et quelqu'un crie : « *La question ! réponds à la question !* » Un autre orateur prend la parole : « *L'URSS est socialiste. Mais tout n'est pas achevé. C'est un socialisme en cours de réalisation* ». L'assistance écoute son discours, parce qu'il avance certains arguments.

La fête ? Oui, mais...

La fête de *l'Humanité* reste bien sûr une fête. Bière, Ricard, merguez, escargots, huîtres, vins de pays, tout y passe. Sans parler de la cité commerciale qui ouvre ses portes aux licencieurs et exploiteurs, tels la Redoute et Manufrance...

La fête, au sens le plus court du mot ? Oui. Mais, autre chose aussi : des débats qui ne regroupent que peu de monde comparé au public des chanteurs ou des catcheurs Ricard, mais des débats sérieux, des gens qui s'interrogent et n'acceptent plus n'importe quelle réponse.

Tel fut le fait marquant de cette fête de *l'Humanité* 1978.

Philippe LECLERC

Interrogations, débat. André Lajoinie n'a pu répondre pendant le meeting aux questions de nombreux militants du PCF.



Fausse note ?

Le débat avec Paul Laurent se se déroulait sur le mode des questions et des réponses d'allure démocratique que le PCF avait voulu pour cette fête 1978. Et soudain...

Soudain un militant se lève, visiblement ému. Pour comdamner la présence d'une délégation du Parti tchécoslovaque à la fête. Ce Parti de Husak que le militant qualifie de *« Pétain tchécoslovaque »*.

Qu'il se trouva mal à l'aise, Paul Laurent ! Et le militant continuait : *« Je voudrais dire qu'il y a de nombreux communistes qui s'indignent de la présence d'un stand et d'une délégation du Parti communiste tchécoslovaque à cette fête. Je voudrais dire à mes camarades tchèques, jetés en prison ou déchus par la clique du Husak, qu'ils ont toute notre solidarité et que les réels représentants du communisme tchèque qui auraient dû être invités aujourd'hui, ce sont les militants de la Charte 1977 »*.

Est-ce une voix isolée ? Allons voir au stand tchécoslovaque de la Cité internationale... Personne ou presque ; les visiteurs passent sans s'arrêter. L'affaire est claire : non, la voix qui a interpellé Paul Laurent n'était pas isolée.



Paul Laurent à la tribune, mal à l'aise devant certaines questions

De nombreux débats ; l'aspect nouveau de cette fête de *L'Humanité*



«Le Pétain tchécoslovaque»

Roland Leroy, René Andrieu et Henri Alleg présidaient le débat sur la presse, dans le stand de *l'Humanité*. Leur attitude sera bien différente de celle de Paul Laurent ou d'un Francis Cohen dans d'autres débats. Différente aussi de ce que Marchais déclarait quelques heures avant devant les caméras de la télévision.

A toutes les questions, les réponses furent hargneuses.

Pourquoi les contestataires n'ont-ils pas eu le droit de parler dans *l'Humanité* ?

Réponse : *l'Humanité* n'a pas les moyens dont dispose la presse de droite (!).

Pourquoi n'avoir pas mentionné dans le compte rendu de *l'Humanité* le retrait de la délégation marocaine du congrès de Cuba ?

Réponse : aucun responsable de *l'Humanité* n'était présent...

Comment expliquez-vous la disparition du journal régional du PCF *« Le Point du jour »* à Lyon ?

Réponse : c'est la faute au PS et surtout à Hernu.

Toutes ces réponses sur le ton de l'ironie, jusqu'au moment même où condamnant à la fois les contestataires (ceux dont Marchais dit qu'ils n'existent pas...) et *Le Monde* qui leur a ouvert ses colonnes, Roland Leroy se mit dans un état tel qu'il frisa la crise cardiaque...

Un débat qui dans sa forme donc était bien différent des autres. Fausse note ? Ou divergence d'appréciation au sein des instances supérieures du PCF sur l'attitude qu'il faut avoir aujourd'hui face à la contestation interne ?

Elleinstein ou pas ?

A la fin du débat de Paul Laurent, sur le maigre gazon qui est au milieu du Village du livre, une caméra de télévision, un reporter micro en mains. Il interviewe un petit homme en costume marron, calme et détendu. Bruits tout autour...

— *Qui c'est ce mec-là ?*

— *Ben, c'est Elleinstein, tiens !*

— *Le camarade Elleinstein*, précise un jeune nettement intéressé. Regards en coin.

L'autre insiste : *« Je ne comprends pas. Il y a ici au moins une vingtaine de membres du Comité central. Pourquoi laisser la télévision interviewer, non pas eux, mais cet anticommuniste ? »*.

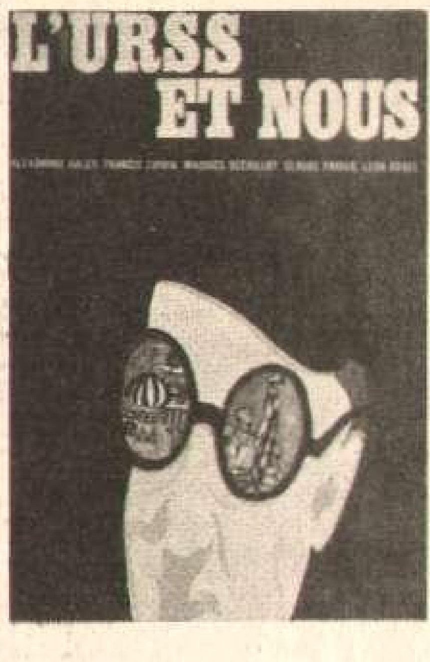
Le mot ne plaît pas. Une discussion dure, longue et vigoureuse s'engage. Mais la discussion est lancée : Elleinstein doit-il ou non faire des critiques publiques à son Parti ? Les avis sont partagés. Mais la discussion passe tout naturellement de la démocratie à l'URSS.

Il y a assez vite accord sur les critiques à faire à l'URSS. On en vient à parler de l'accession du PCF au gouvernement et de ce qu'il faut faire pour cela.

Ceux qui soutiennent Elleinstein se révèlent être plus que favorables à une nouvelle alliance avec le PS.

Les autres n'en veulent plus. Recommencer avec Mitterrand ? Encore ? Ou avec Rocard qui lui succéderait ? Non merci ! Ce sont eux qui resteront les derniers sur la place. Les « elleinsteiniens » quittent le terrain les premiers. Il est vrai que la discussion commençait à tourner en rond.

A propos du livre «L'URSS et nous»



Le livre *« l'URSS et nous »*, publié récemment avec l'approbation du Bureau politique du PCF, est, en quelque sorte, un condensé des positions actuelles des dirigeants du PCF à l'égard de Moscou.

Une première chose qui frappe à la lecture de ce livre est la gêne de ses auteurs (et au-delà celle de la direction du PCF). Obligée d'aborder certaines questions (*« L'URSS est-elle un pays socialiste ?, est-elle une superpuissance »*) qui traduisent la mise en cause de plus en plus importante de l'URSS, tant dans la population en général que dans les rangs du PCF lui-même, les auteurs cherchent à se tirer de ce mauvais pas par des pirouettes. Par exemple, à la question *« L'URSS est-elle une superpuissance ? »* voici leur réponse : *« Franchement, la réponse n'est pas simple »* (concession à tous ceux qui voient dans les différentes manifestations de la politique de l'URSS les caractéristiques d'une superpuissance) et ils ajoutent un peu plus loin : *« Ce n'est pas le cas ; pour la simple raison que l'Union soviétique, de par sa nature sociale, n'aspire pas à dominer le monde... »* Et voilà, on nous promettait une *« analyse scientifique »*, on a droit à un tour de passe-passe pour évacuer une accusation gênante.

Soutien à l'URSS sur l'essentiel

Cette constatation faite, on peut dire que ce livre résume assez bien la politique actuelle du PCF vis-à-vis de Moscou : revendication d'indépendance mais soutien à l'URSS sur l'essentiel. Parmi d'autres formules, citons celles-ci : *« Nous ne pensons pas que l'URSS soit le bastion unique dont tout dépend, le centre organisateur du futur... Il n'y a aucun déshonneur à avoir des désaccords et, en ce cas, leur discussion franche est bien préférable à la fiction d'un accord parfait... la condition de cet appui réciproque dans cette construction de l'avenir, c'est l'indépendance mutuelle »*. Il est clair que cette volonté de relative indépendance ne peut satisfaire Moscou pour qui le PCF ne devrait être ni plus ni moins qu'un instrument au service de sa politique hégémoniste, qui aurait voulu, par exemple, que le PCF fasse des louanges de l'agression contre la Tchécoslovaquie.

Mais, les auteurs du livre situent ces désaccords et cette volonté d'indépendance au sein d'un même camp et, sur les questions de l'heure, ils cherchent à embellir l'URSS et soutiennent sa politique. *« Nous n'avons à aucun moment mis en doute le caractère socialiste de l'Union soviétique »* déclarent-ils. Cela, après avoir été obligés de reconnaître que ce n'est pas *« vraiment »* la classe ouvrière qui détient le pouvoir, mais qu'*« une catégorie sociale centralise les moyens de décision essentiels »* (ni bourgeoisie ni classe ouvrière. Une couche située en dehors des classes probablement... Les intellectuels en question jonglent comme ils peuvent...) Les hôpitaux psychiatriques, les camps de concentration, la répression des luttes ouvrières et nationales, l'agression contre d'autres peuples, cela n'amène chez eux aucun doute sur le caractère socialiste de l'URSS. N'est-ce-pas insulter le socialisme que prétendre qu'une telle société en soit une des réalisations ?

Des désaccords dans le même camp

« Les initiatives diplomatiques de l'Union soviétique vont globalement dans le sens de la paix » affirment-ils également. Mais là encore, comme il s'agit d'une affirmation démentie chaque jour par les faits, ils cherchent à le justifier rapidement : *« N'être pas impérialiste ne peut pas signifier l'abstention sur le marché mondial, dans les luttes d'influence, dans l'occupation de positions stratégiques »*. Et voilà ! Ainsi on prétend justifier les agressions en Afrique, les bases militaires en dehors de l'URSS. Mais *« L'occupation de positions stratégiques »* n'est pas là le propre d'une politique impérialiste ?

Nul ne pouvant nier non plus que l'URSS soit à l'heure actuelle la superpuissance qui consacre la part la plus importante de son économie à la production d'armements. Là encore, nos auteurs affirment : *« Le coût matériel et social est élevé, mais le résultat politique est incalculable »*. *« C'est-ce qu'on appelle la politique "des canons et pas de beurre" »*.

Sur le fond donc, le livre *« L'URSS et nous »*, annoncé bruyamment par le Bureau politique du PCF comme présentant une nouvelle vision de l'URSS, est une tentative de justification de la politique d'agression de l'URSS.

André COLERE

Le PCF et l'URSS

Une marche hésitante

Deux livres édités en hâte ont marqué la fête de *l'Humanité*, les 9 et 10 septembre à la Courneuve. Il s'agit de *« L'URSS et nous »* et *« Le PCF tel qu'il est »*.

L'événement n'a échappé à personne : ces deux ouvrages sont la réponse de la direction du PCF à deux questions qui agitent en profondeur le PCF : pourquoi ne pas critiquer plus vigoureusement le système soviétique, pourquoi ne pas faire fonctionner une véritable démocratie au sein du Parti.

A ces deux questions, la direction du PCF, probablement divisée, répond de façon embarrassée : il suffit de constater le retournement d'attitude à l'égard d'Elleinstein pour s'en convaincre. On sait que le directeur du Centre d'études et de recherches marxistes s'est signalé par ses prises de position publiques contre l'URSS et le manque de démocratie interne au PCF. Voici quelques semaines, Marchais le traitait encore de *menteur*, de *falsificateur*, il accusait les membres du PCF qui se solidarisaient avec lui de *fractionnistes*. En juin dernier, Elleinstein se faisait interdire d'entrée à la fête d'*Avant-Garde*, l'organe de la Jeunesse communiste. Mais, dimanche dernier, Elleinstein signait son livre à la fête de *l'Humanité* tandis que Georges Marchais affirmait, comme si de rien n'était, l'absence de tout contestataire au PCF.

De quoi y perdre son latin ! A moins de regarder d'un peu plus près, même brièvement, l'histoire des relations du PCF avec le parti soviétique dans la période récente.

Le livre : *« L'URSS et nous »*

Si l'on examine le livre *« L'URSS et nous »* et si l'on suit les prises de positions de la direction du PCF sur les questions internationales, il est flagrant que, seule, celle-ci ose, en France, faire l'éloge de larges aspects du système soviétique et de son action dans le monde (voir les deux articles suivants).

Cela permet d'affirmer que les positions de la direction du PCF continuent à profiter largement aux ambitions de Moscou. La direction du PCF s'acharne à présenter l'URSS comme un pays socialiste. Elle s'acharne à présenter l'URSS comme une force de paix. Elle cherche donc à freiner l'indignation et la révolte devant les crimes commis par la direction du Parti communiste d'URSS, tant à l'intérieur du pays que sur le plan international.

Des éléments nouveaux

S'en tenir là serait pourtant unilatéral. Même dans un mauvais ouvrage comme *« L'URSS et nous »*, des éléments nouveaux, reflets de contradictions avec le Parti communiste de Brejnev, apparaissent. Ainsi les auteurs posent-ils la question *« L'URSS est-elle socialiste ? »* et *« L'URSS est-elle une superpuissance ? »*. Peu importe que les auteurs y répondent par la négative, le fait même de poser la question est une nouveauté de taille. Voici deux ans encore, la direction du PCF exécutait comme « antisoviétique », comme complice de l'OTAN ceux qui qualifiaient l'URSS de superpuissance.

Une position défensive

Il ne s'agit pas de décerner une médaille à la direction du PCF pour cette « audace », mais de constater qu'elle est contrainte à prendre un chemin qui l'éloigne de l'alignement inconditionnel sur Moscou.

Mieux, on peut dire que sur la question de la solidarité avec l'URSS, la direction du PCF est maintenant su une position franchement défensive.

Au début des années 1970, l'exclusion de Garaudy du PCF était l'occasion d'une vigoureuse campagne contre « l'antisoviétisme ». En 1978, la campagne contre Elleinstein a tourné court : son exclusion aurait soulevé un tollé insurmontable.

Réalité de l'eurocommunisme

Bien que ce soit en grande partie sous la pression de l'opinion publique que la direction du PCF multiplie les réserves vis-à-vis de Moscou, il serait faux de nier la réalité des contradictions opposant le PCF au Parti communiste de l'URSS et aux Partis communistes d'Europe de l'Est alignés sur Moscou. Nous avons fait nous-mêmes cette erreur en 1975 et avons qualifié unilatéralement le PCF de cinquième colonne de l'Union soviétique.

Indignés à juste titre par la complicité de *l'Humanité* avec l'activité hégémoniste de l'URSS, nous avons traité ses réserves sur les libertés en URSS de simple tactique.

La conférence de Berlin des partis communistes d'Europe, en juin 1976, montra que, à des degrés divers, les partis espagnol, français et italien s'opposaient, comme le Parti roumain et le Parti yougoslave, à la baguette soviétique.

Pour la première fois, s'affirme publiquement une opposition globale entre le bloc soviétique et les partis se réclamant de l'eurocommunisme.

Au cours de cette conférence, Carillo, secrétaire général du Parti communiste espagnol, théoricien de l'« eurocommunisme » déclare que *« à côté des plus grands dangers qui nous menacent actuellement »* il y a à côté des *« ambitions impérialistes »*, des *« ambitions hégémoniques »* et il réclame des *« pays socialistes »* (le bloc dominé par l'URSS) *« des propositions directes et faites devant les peuples en faveur du retrait des troupes et des bases en pays étrangers, tant socialistes que capitalistes, de la dissolution des deux blocs militaires existants et de la garantie effective des droits de l'homme dans leur acception la plus large. »*

Marchais et Berlinguer vont de leur côté faire part de leurs positions sur les rapports entre les libertés et le socialisme.

Depuis la conférence de Berlin les rapports entre partis *« eurocommunistes »* et Partis communistes soviétique, tchèque, bulgare, etc... ont connu une réelle détérioration.

C'est alors que le Parti communiste italien envoie une lettre au Comité central du parti polonais pour intercéder en faveur des ouvriers poursuivis à la suite de la révolte de juin 1976.

En octobre 1976, la direction du PCF envoie pour la première fois un de ses représentants (Juquin) à un meeting à la Mutualité en faveur des prisonniers politiques notamment en URSS. L'*Agence Tass* réplique immédiatement que *« l'opinion publique soviétique ne comprend pas comment les représentants du Parti communiste français ont pu participer à une sale entreprise de ce genre. »* A la suite de cela, la direction du PCF tire à 6 millions d'exemplaires le discours de Juquin.



Doute, réflexion, de nombreux militants du PCF s'interrogent : l'URSS est-elle socialiste ? L'URSS est-elle une superpuissance ? Les événements de cette année accélèrent la prise de conscience.

En décembre 1976, Kanapa participe à un débat sur l'*« Aveu »* à la télévision. *Rude Pravo*, organe du Parti communiste tchèque, dénonce cette émission comme *« une provocation antitchèque et anticommuniste »*.

Au cours de ce même mois, Jikov, secrétaire du Parti communiste bulgare, dénonce l'eurocommmunisme comme *« une nouvelle forme d'antisoviétisme »*.

Au début de l'année 1977, le développement de la lutte des dissidents en URSS, en Tchécoslovaquie et en Pologne contraint la direction du PCF à émettre de nouvelles réserves sur la répression qu'ils subissent.

Enfin, au cours de l'été 1977, l'hebdomadaire soviétique *Temps Nouveaux* déclenche une violente attaque contre le livre de Carillo *« L'eurocommunisme et l'État »*.

Mais plus le PC soviétique agite son grand bâton plus les Partis communistes d'Europe occidentale et le Parti communiste japonais prennent leur distance. Cela se fait à des degrés divers suivant les partis et à l'intérieur même des partis,. Elleinstein apparaissant à cet égard comme le champion de l'eurocommunisme au sein du PCF.

Alors quelle conclusion tirer de cette réalité en pleine évolution ?

Il est sans doute prématuré d'émettre des jugements définitifs sur l'avenir immédiat de l'« eurocommunisme ».
Cependant, il est possible de faire plusieurs remarques. Tout d'abord, les dirigeants « eurocommunistes » ne sont pas d'authentiques dirigeants communistes : au lieu de guider la classe ouvrière et les masses populaires dans une lutte conséquente contre le capitalisme monopoliste et contre les deux superpuissances, surtout contre le danger soviétique, ils désarment le peuple. Ils désarment le peuple quand ils lui font croire à la possibilité d'un passage pacifique au socialisme, ils le désarment en ne l'appelant pas à se mobiliser contre les préparatifs de guerre de l'URSS, ils le désarment en qualifiant le régime intérieur de l'URSS de régime socialiste. Pire : non seulement, ils ne guident pas les masses, mais ils se trainent derrière elles et tentent de freiner leur prise de conscience.

En fait, ce sont des gens du genre Dubcek.

Dubcek et les autres dirigeants du parti tchécoslovaque n'ont pas cessé en août 1968, et après, de convaincre le peuple tchèque de ne pas recourir aux armes face à l'URSS.

Marchais , Berlinguer, Carrillo, risquent fort de connaitre le sort de Dubcek et Smrkovsky. Face à Brejnev, et à sa dictature hitlérienne ; l'inconséquence ne pardonne pas.

Nombreux sont ceux dans le PCF qui s'en rendent compte. Cela explique les innombrables discussions qui se mènent sur ce thème. La thèse selon laquelle l'URSS est un pays socialiste est intenable si l'on associe socialisme et liberté. De mêm, la thèse selon laquelle l'URSS est une force de paix est intenable si l'on rejette le principe soviétique de *« souveraineté limitée »* des pays socialistes.

Enferrée dans ces contradictions théoriques et pressée par les masses, la direction du PCF avance de façon hésitante. L'avenir dira jusqu'où.

Henri JOUR

Le PCF et l'URSS

Politique internationale
Quoi de neuf ?

Afin de comparer les positions respectives du PCF et de l'URSS en matière de politique étrangère, nous avons pris comme exemple cinq des grands événements marquants de la politique internationale de l'année en cours : l'agression contre le Zaïre, les relations Europe-Chine, le conflit érythréen, l'agression vietnamienne contre le Kampuchea et, enfin, la signature du traité sino-japonais, en août dernier. Ces exemples sont d'autant plus intéressants que tous concernent directement l'URSS et sa politique de grande puissance.

Accord sino-japonais

Signé en août dernier, ce traité d'amitié et de paix met fin officiellement à un état de belligérance qui existait depuis plus de 40 ans. Dans une clause, les deux pays s'engagent à ne pas rechercher l'hégémonie, et même à s'opposer à tout État qui la rechercherait. Faisant obstacle à ses visées hégémoniques dans la région, cette clause a déchaîné la fureur de Moscou.



URSS

« Ce document est porteur de sérieux dangers en Asie ».

(La Pravda du 13/8/1978).

PCF

« En dépit des efforts déployés par Tokyo pour minimiser la portée de la clause en question, celle-ci reste dangereusement importante ».

(L'Humanité du 14/8/1978).

Zaïre

Le 11 mai dernier, des troupes d'anciens mercenaires des Belges, reconvertis depuis au service de Moscou, entraînés et soutenus par les Cubains, franchissaient, pour la deuxième fois en un an, la frontière du Zaïre. Les troupes françaises intervenaient, contrariant ainsi les projets soviétiques.

URSS

« Les impérialistes occidentaux ont tenté de s'immiscer dans les conflits intérieurs au Zaïre et de créer un foyer de tension à la frontière angolaise ».

(Tass – 15/5/1978).

PCF

« ... Le régime de Mobutu survit grâce à l'appui de l'impérialisme dont il est l'instrument docile en Afrique centrale. Ces agressions à la frontière angolaise vont de pair avec celles des racistes d'Afrique du Sud. »

(L'Humanité du 16/5/1978).



Agression vietnamienne contre le Kampuchéa démocratique

A plusieurs reprises, des divisions vietnamiennes franchissent la frontière. Radio-Hanoï lance des appels à la subversion à l'intérieur du Kampuchea. Le peuple du Kampuchea repousse chaque agression.

URSS

« Le Cambodge a lancé une provocation militaire contre le Vietnam ».

(Brejnev).

PCF

« ... Les forces cambodgiennes qui harcèlent le Vietnam ».

(L'Humanité du 16/5/1978).



Matériel militaire saisi aux agresseurs vietnamiens

Relations Europe-Chine

L'Union économique européenne recommande, le 20 juin 1978, le renforcement des liens économiques et culturels entre la Chine et la Communauté européenne, renforçant ainsi l'unité des forces qui s'opposent aux deux superpuissances, et en particulier, aux visées de l'URSS sur l'Europe. Moscou répond par des menaces.

URSS

« Une démonstration d'hostilité collective qui pourrait porter un tort considérable à la sécurité internationale ».

(Kelme, chargé d'Affaires soviétique à Londres – Le Monde du 20/7/78).

PCF

« Cette politique des conservateurs à l'égard de la Chine tourne résolument le dos à la paix, à la détente, au règlement pacifique des conflits entre États ».

Humanité du 22/7/78.



Erythrée

Le peuple érythréen se bat les armes à la main depuis plus de quinze ans. Après que les Américains aient soutenu l'empereur d'Éthiopie dans sa répression, c'est aujourd'hui Moscou et La Havane qui participent directement à leur tentative d'écrasement par le nouveau régime éthiopien.

URSS

« Le mouvement séparatiste érythréen n'est pas un mouvement de libération nationale ».

(Délégué soviétique à l'ONU – 14/4/1978).

PCF

0

« Plusieurs PC d'Europe capitaliste, notamment le PCF, ont exprimé leur souci de voir prévaloir une solution politique.

(Humanité du 9/8/1978)

(Aucune mention au soutien soviéto-cubain).

De cette confrontation, il ressort que sur quatre points fondamentaux concernant les relations internationales, la position du PCF est directement calquée sur celle de Moscou. Il en aurait d'ailleurs été de même si on avait pris comme exemple d'autres sujets comme la détente ou le coup d'État prosoviétique en Afghanistan.

Un point de désaccord ressort : le conflit érythréen. Cette position, commune au PCF et au PCI, s'explique, en particulier, par des raisons historiques. Ces deux partis n'ont pas fait, sur le problème, le revirement qu'ont fait l'URSS et Cuba. Il faut cependant noter que la participation soviétique à l'agression n'est pas seulement dénoncée, elle est tout simplement tue.

Plus que le PCI, à qui il arrive assez fréquemment de manifester des réserves sur la politique internationale de Moscou, le PCF apparait donc, aujourd'hui, comme le meilleur relais des intérêts de l'URSS en France.

Serge FOREST

Une délégation des Communistes marxistes-léninistes de France en Chine et au Kampuchéa

Une délégation des communistes marxistes-léninistes de France, dirigée par le camarade Jacques Jurquet, directeur politique de notre journal, est arrivée en Chine le 31 août, à l'invitation du Comité central du Parti communiste chinois.

Le même jour, la délégation française a été reçue par Keng Piao, membre du Bureau politique du Parti communiste chinois, qui a offert un banquet à cette occasion ainsi que le rapporte l'Agence Chine nouvelle.



La délégation a effectué ensuite une visite au Kampuchea démocratique à l'initiative du Comité central du Parti communiste du Kampuchea.

La délégation des communistes marxistes-léninistes de France a été reçue par le camarade Yeng Sary, membre du Comité permanent du Comité central du Parti communiste du Kampuchea, le 9 septembre. A cette occasion, Jacques Jurquet a déclaré que *« les communistes marxistes-léninistes de France soutiennent résolument le peuple kampuchean dans sa résistance contre les activités de subversion et d'agression du Vietnam, de l'impérialisme et de l'hégémonisme ».*

Il a ajouté : *« Notre Parti souhaite que le Kampuchea et la France, pays du second monde, établissent des relations diplomatiques dans des conditions qui correspondent aux intérêts des peuples kampuchean et français, et sur la base du respect mutuel de la souveraineté. »*

Pour sa part, le camarade Ieng Sary a indiqué :

« Le peuple kampuchean et le gouvernement du Kampuchea démocratique condamnent énergiquement le supergrand expansionniste qui a engagé, en collusion avec le Vietnam, des activités d'agression contre le Kampuchea. »

Il s'agit là d'une visite d'une extrême importance. C'est la première fois qu'une délégation française séjourne au Kampuchea depuis la libération du pays en 1975.

Le Vietnam cesse son aide aux communistes thaïlandais

Le premier ministre vietnamien a été catégorique : le peuple et le Parti vietnamien refuseront désormais toute aide au guerilleros thaïlandais.

Ainsi le Vietnam sacrifie délibérément l'internationalisme prolétarien au nom du principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures thaïlandaises.

Quelle différence avec l'attitude conséquente de la Chine ! Elle aussi s'efforce de développer les meilleures relations, sur la base des principes de la coexistence pacifique, mais, dans le même temps, elle soutient, sur tous les plans, les partis communistes frères qui luttent dans ces pays.

Teng Siao-ping l'a réaffirmé récemment avec force, lors d'une visite en Thaïlande. Et ces justes principes valent également pour la Birmanie, les Philippines et tous les pays du monde.

« J'étais à Prague »

Lecteur du bimensuel, je vous envoie mon témoignage sur le 10e anniversaire de Prague ; contrairement à ce qu'affirme la presse bourgeoise, le peuple tchécoslovaque n'y est pas resté indifférent.

« Me trouvant dans la capitale à cette occasion, j'ai pu constater le dispositif militaire et policier déployé, preuve que les autorités redoutaient des manifestations populaires. Devant le commissariat central, étaient stationnés des blindés ainsi que trois autobus (complets) de l'armée.

» Dans les rues : quadrillages policiers inhabituels et incessantes patrouilles automobiles, en direction de la place Venceslas, au bas de l'avenue. La police patrouillait à pied et contrôlait quelques voitures ; plus haut, en remontant, les équipes de flics étaient renforcées par des unités spéciales de surveillance. Quant aux flics en civil, ils ne passent pas inaperçus dans la foule : ils s'activent à confisquer les passeports de jeunes gens.

» Sur la place, la statue, symbole des événements, était particulièrement gardée. Près de deux cents personnes sont rassemblées sur les marches du Musée national et attendent. Parmi elles, des étrangers. La police, sans interruption, vérifie les papiers et embarque. Non loin de moi, un Italien, qui prenait des photos, est emmené. Simple coïncidence ? Au même moment, dans la bouche de métro voisine, l'entrée est barrée ; la police parle d'une panne...

» Très tard, dans la nuit, des gens resteront massés devant le manège incessant des patrouilles.

» Voilà les quelques vues d'un voyageur qui en disent long sur le social-fascisme au quotidien ».

Un lecteur

Corée

Kim Il Sung: «Soutien au Kampuchéa»

A l'occasion du 30ème anniversaire de la fondation de la République populaire et démocratique de Corée, un million de Coréens ont défilé à Pyong-gyang, capitale du pays.

Le président du Parti du travail, Kim Il sung, a tenu un discours réaffirmant les positions de la Corée sur des questions aussi importantes que la construction indépendante du pays, la réunification de la Corée et la situation internationale.

Parce que longtemps dominé par les impérialistes japonais puis américains, le peuple coréen connait la valeur de l'indépendance. Il a su se fixer sa propre ligne politique, sans *« servilisme à l'égard des grandes puissances ».*

C'est ainsi que le camarade Kim Il sung a fixé la voie proprement coréenne de développement socialiste du pays, connue sous le nom de *« Djoutché ».* Elle se matérialise dans trois directions inséparables : la souveraineté politique, l'indépendance économique et l'auto-défense du territoire. Cela implique aussi le respect de ces mêmes principes chez les autres pays et la dénonciation de ceux qui les violent.

Préserver l'unité du tiers-monde

Ainsi dans son dernier discours, le camarade Kim Il sung a dénoncé *« l'impérialisme et tout autre dominationnisme »* qui ne se gênent pas pour s'en prendre à la souveraineté des États indépendants.

Après avoir expliqué que les impérialistes et les dominationnistes cherchent à saper l'unité des pays du tiers-monde, (qualifiés de *« pays des nouvelles forces montantes »*) pour mieux les dominer, Kim Il sung a indiqué : *« Les pays non-alignés doivent s'efforcer de trouver les points communs à eux pour s'unir, au lieu de dire que certains sont progressistes et que d'autres ne le sont pas. Les ranger d'un côté ou de l'autre est incompatible avec la nature et l'idéologie du Mouvement des non-alignés. Cette manière d'agir aurait en fin de compte pour effet de créer un nouveau bloc en son sein et de désunir ce mouvement. Quant au caractère progressiste d'un pays, le critère en réside dans sa souveraineté, et c'est pourquoi seul un pays qui s'y tient est progressiste ».*

Cette déclaration n'est pas fortuite, au moment où Cuba et le Vietnam tentent de semer la zizanie parmi le tiers-monde et que Castro, en bon et loyal serviteur de Moscou, essaye de créer un soi-disant bloc des non-alignés plus dur, c'est-à-dire plus prosoviétique.

Il faut un front uni

Kim Il sung a également appelé *« Les pays des nouvelles forces montantes à former un large front uni contre l'impérialisme et tout autre dominationnisme »*, dont la politique ressemble comme deux gouttes d'eau aux manœuvres de division, d'ingérence et de domination propres à Moscou et à ses partisans.

Par ailleurs, la presse coréenne a reproduit un article chinois attaquant *« le social-impérialisme et ses activités agressives et expansionnistes ».*

Soutien au Kampuchéa

Enfin, fidèle au concept de souveraineté, la Corée a récemment soutenu *« la juste lutte du peuple kampuchéan »*, *« l'esprit de travail et l'héroïsme dont le peuple et l'armée ont fait preuve ».* Saluant dans la lutte du Kampuchéa démocratique ce que la Corée a toujours mis en avant pour elle-même, le vice-ministre coréen des Affaires étrangères a indiqué : *« Étroitement unis autour du Parti communiste du Kampuchéa, le peuple et l'armée défendent le pouvoir ouvrier-paysan, les succès de la révolution et l'intégrité territoriale et continuent la révolution, après avoir tenu en échec les sabotages de l'impérialisme, du dominationnisme et de leurs laquais.*

Claude LIRIA

Mao Tsé-toung et Kim Il Sung en 1975.





Le vendredi 8 septembre : l'armée a tiré dans la foule. Des milliers de personnes sont mortes.

L'Iran sous la loi martiale

Interview d'un représentant de l'Union des étudiants iraniens en France (UEIF/CISNU)

Que se passe-t-il en Iran ? Après le plus puissant mouvement populaire qu'ait connu l'Iran depuis bien des années, la loi martiale, plusieurs milliers de morts, un massacre... Mais le mouvement populaire n'est pas écrasé. Le renversement du Shah est, plus que jamais, à l'ordre du jour.

Nous avons demandé à un représentant de l'Union des Étudiants iraniens en France (UEIF/CISNU) de nous parler de la situation actuelle en Iran. Il a d'abord montré la puissance du mouvement populaire, auquel le Shah a répondu par la loi martiale.

Quelle a été l'ampleur de la réprimande ?

On parle de 10 000 morts. Il y a eu un recensement au cimetière de Behechtzahra, près de Téhéran, où près de 4 000 morts ont été enterrés, dont 800 femmes et un certain nombre de bébés qui ont été abattus dans leurs bras.

Mais loin de décourager les masses, la répression a renforcé leur détermination à abattre le régime. Les masses sont maintenant plus préparées à affronter l'ennemi. Elles vont comprendre qu'on ne peut pas résister les mains nues aux armes. Face aux armes, il faut prendre les armes. Déjà, avant la loi martiale, certains mollahs avaient appelé le peuple à mener une lutte armée.

Il y a eu des résistances à la loi martiale. Il y a eu des affrontements qui ont fait plusieurs morts, à Téhéran et dans d'autres villes. La population continue à lutter, à manifester.

Quelles sont les forces sociales qui participent au grand mouvement actuel ?

Il y a d'une part la *bourgeoisie nationale*, qui était représentée, avant le coup d'État ; elle a été oppressée par le poids des relations avec l'étranger. Il y a toujours eu une opposition de la part de la bourgeoisie nationale.

D'autre part, il y a la *petite bourgeoisie*, qui est, en partie, liée à la bourgeoisie nationale. Le pouvoir a essayé de construire des supermarchés qui faisaient de la concurrence aux petits magasins. Plusieurs milliers de ces petits commerçants ont dû fermer leurs boutiques.

Le mécontentement des *paysans* est la conséquence de la réforme agraire. Le Shah avait prétendu distribuer des terres aux paysans, mais en fait, les paysans ont été écrasés par les dettes qu'ils ont dû payer en échange des terrains, ils ont dû revendre leur terrain, et comme ils n'avaient pas les moyens de subsistance dans les campagnes, ils ont commencé à fuir vers les villes, surtout vers Téhéran. Et cela a entraîné de nouveaux problèmes, le logement, le chômage... L'an dernier, il y a eu de grandes luttes à ce sujet. Elles ont regroupé quelque 1 200 000 personnes contre la bourgeoisie parasitaire qui vit de la spéculation sur les terrains.

Les *étudiants* ont eux aussi toujours lutté contre le pouvoir. Leur mouvement a pris une grande ampleur ces derniers temps (...)

Les luttes des *ouvriers*, de caractère économique et revendicatif, se sont développées ces dernières années. Des dizaines de milliers d'ouvriers ont participé à ces luttes. Les dernières, au mois d'août, ont eu lieu dans le textile au nord du pays, dans les usines de machines-outils à Tabriz, à Arak, dans des usines construites par l'URSS. Mais la classe ouvrière n'est pas encore entrée en lice en tant que classe, elle n'a pas d'organisation politique propre.

Voilà donc les forces sociales qui participent au mouvement. Peux-tu en exposer les composantes politiques ?

Il y a le Front national, composé d'anciens dirigeants et membres du Front national de Mossadegh, comme Karim Sandjabi ou Foroubar. Il est réformiste. Son programme comporte un certain nombre de mesures d'assainissement de l'économie iranienne, des mesures politiques contre la répression, pour les libertés. Il lutte dans le cadre de la Constitution iranienne (...) Il y a des tendances diverses dans le Front national, certaines sont plus radicales que d'autres.

Le *mouvement religieux* n'a pas d'organisation propre. Il a un réseau qui existe au sein du clergé iranien. Mais ce n'est pas une organisation politique. Il a des chefs qui le dirigent. Les plus connus sont Khomeyni et Chariatmadari. *Khomeyni* est le plus radical. Il réclame l'instauration d'un pouvoir islamique, il s'oppose aux deux superpuissances, il a toujours condamné le rôle qu'a joué l'impérialisme américain, les investissements étrangers, il a condamné le rôle d'Israël à la fois par rapport au peuple palestinien et pour ses relations avec l'Iran. Il a toujours appelé le peuple à lutter contre le pouvoir du Shah et à le renverser. Khomeyni est le dirigeant le plus écouté de la population. La raison en est la justesse des mots d'ordre qu'il lance et qui reprennent les aspirations populaires. Le problème de l'emploi de la violence constitue un critère de démarcation entre Khomeyni et les autres.

Et le Parti Toudeh ?

Le Parti Toudeh n'a, pour le moment, pas beaucoup d'influence dans le mouvement populaire. Il est en fait l'agent de l'URSS. Il dispose de gros moyens matériels et de soutiens politiques, idéologiques et internationaux (URSS) ; il dispose aussi d'un certain prestige, dû au rôle progressiste qu'il a joué avant le coup d'État. Potentiellement, il représente un danger pour le mouvement populaire. La lutte contre ce danger est l'une des nécessités du moment.

Peux-tu préciser l'attitude des superpuissances par rapport à l'Iran et aux événements actuels ?

Il faut souligner l'importance que l'Iran peut avoir pour l'URSS, du point de vue stratégique... le rôle du golfe Persique, le pétrole. Donc, l'URSS a intérêt à pénétrer en Iran. Mais cette pénétration n'est pas facile, car actuellement c'est l'impérialisme américain qui y domine et qui ne sera pas si vite prêt à lâcher l'Iran, qui représente ses intérêts dans la région. Toute tentative d'agression de la part de l'Union soviétique devra faire face à une riposte très dure de la part des Américains. L'URSS utilise donc d'autres moyens pour s'infiltrer en Iran. L'un de ces moyens, c'est le Parti Toudeh. Mais il y a aussi des tentatives d'infiltration dans l'armée, dans la Savak, dans la classe dirigeante. Par exemple, des généraux ont été éliminés après avoir été accusés d'être des espions au service de l'URSS, au printemps dernier.

Il faut voir aussi que le développement actuel du mouvement populaire peut mettre en danger les intérêts de l'Union soviétique en Iran (vente d'armes à l'Iran, achat de son gaz, etc.) Ces intérêts sont en partie préservés par la classe dirigeante iranienne. Au moment des grandes manifestations à Téhéran, Achraf, la sœur du Shah, était en URSS.

Quant à l'impérialisme américain, le régime du Shah a toujours représenté les intérêts américains en Iran. La classe dirigeante est liée par des intérêts très serrés aux capitaux américains. Il y a 35 000 conseillers militaires en Iran. Le contrôle de l'impérialisme américain est très fort dans le pays. S'il y a un changement dans le pays, les intérêts américains risquent d'être en danger.

La répression exercée en Iran a empêché la formation d'une force capable de renverser le Shah et sa dynastie. Si bien que, dans cette situation, l'impérialisme US a intérêt à consolider au maximum le pouvoir du Shah. Malgré sa démagogie sur les droits de l'homme, Carter a choisi d'apporter un soutien total au Shah. Il a fermé les yeux devant tous les massacres et a été le premier à téléphoner au Shah pour lui apporter son soutien total.



La loi martiale a été instaurée pour plusieurs mois. Notre photo : manifestation le jour de l'enterrement des victimes du vendredi noir.

Mais l'impérialisme américain n'écarte pas d'autres moyens de domination, notamment par l'intermédiaire d'autres pions, Amini, par exemple. Cherif Emani, l'actuel premier ministre, en est un autre. Les arrestations récentes de certains dignitaires du régime: impliqués dans des affaires de corruption: sont une tentative pour tromper l'opinion. Mais cela n'a pas pris.

Amini n'est pas un libéral. Au fond, c'est la dernière carte du pouvoir. Il a des rapports étroits avec la classe dirigeante et, dans le passé, il a eu des rapports avec les chefs de l'opposition. Dans une interview qui est passée à la radio française, il a dit qu'il était pour que le Shah reste en place. Il a approuvé la loi martiale, mais il condamne les excès. Il a dit que, s'il revenait, les pouvoirs du Shah devraient être limités, il devrait « régner, et non pas gouverner ».

Mais aujourd'hui, ce que les gens demandent, c'est le renversement du Shah.

Jean SCHUBERT

• Camp David

Un accord qui ne règle rien fondamentalement

Contrairement à ce qui était généralement attendu, Carter, Bégin et Sadate auront réussi à trouver un terrain d'accord à Camp David. Cet accord, s'il résoud en partie le problème du Sinaï, risque bien d'être un mauvais coup porté à la résistance et au peuple palestinien.

Divisé en deux parties, l'accord se présente à la fois comme un accord de paix séparé entre l'Égypte et Israël et comme un *« un cadre pour la paix au Proche-Orient »*. Sur ce premier point, on peut au moins noter qu'il a, pour conséquence, d'affaiblir le front des pays arabes face à l'expansionnisme sioniste. En ce qui concerne d'autre part une prétention de régler globalement le problème, on peut se demander en quoi les interlocuteurs de Camp David étaient qualifiés pour l'émettre et ce, en l'absence des premiers concernés : les Palestiniens.

« Les Palestiniens auront le droit de prendre part à la détermination de leur propre avenir » a déclaré Carter à la sortie du sommet avec un certain cynisme, considérant ainsi le problème comme réglé. Qui prendra l'autre part ? Le peuple palestinien ne lutte pas depuis trente années pour *« être associé »* à son avenir, mais comme tout peuple, pour avoir le droit de le déterminer lui-même sur son territoire propre, un état palestinien laïc et démocratique.

Pas de solution sans l'OLP

C'est sur les territoires occupés qu'ont été centrées les discussions. Le compromis trouvé est d'ailleurs axé autour de la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU de novembre 1967.

Le peuple palestinien : une entité

On sait que cette résolution faisait l'objet d'interprétations très différentes du côté arabe et du côté israélien ; mais on sait surtout que cette résolution, contrairement à celles qui furent votées par la suite, ne fait pas mention du peuple palestinien en temps qu'entité, se bornant à faire mention de réfugiés palestiniens. Or, c'est justement là que réside le problème fondamental de la région. Il est vain de vouloir régler le problème des territoires occupés, qui, au surplus, sont peuplés d'une majorité de Palestiniens, si on ne tient pas, en même temps, en compte la raison fondamentale des guerres qui ont permis l'occupation de ces mêmes territoires par les forces sionistes.

« Pas de solution sans les Palestiniens, sans l'OLP », c'est en gros ce que déclarait Yasser Arafat, à la veille de l'ouverture de ce sommet. Répondant ainsi qu'en aucun cas, elle n'accepterait que le problème palestinien soit réglé en son absence.

C'est dans cette voie que, pour notre part, nous continuerons à soutenir la lutte juste et légitime du peuple palestinien et de son représentant unique, l'OLP (Organisation de libération de la Palestine).

Serge FOREST

Les grands points de l'accord

Les grands points de l'accord :

L'accord, qui ne fait même pas mention de l'existence du peuple palestinien est explicitement fondé sur la Résolution 242 du conseil de sécurité de l'ONU.

Les principaux points en sont :

— Retrait en deux étapes des troupes sionistes du Sinaï et restitution de la souveraineté égyptienne complète dans les deux années.

— Instauration d'un système d'autonomie en Cisjordanie et à Gaza sous contrôle militaire israélien pendant 5 ans, un nouveau statut devant être négocié notamment avec les représentants palestiniens de ces régions, passé ce délai.

L'accord de Camp David : l'aboutissement de deux années de diplomatie américaine.



Nicaragua

C'est l'insurrection générale

Depuis le mois de février, le peuple nicaraguayen est debout pour lutter contre la dictature fasciste de Somoza. Aujourd'hui, cette lutte en est au stade de l'insurrection générale. L'opposition qui rassemble tout le peuple est dirigée par le Front sandiniste qui est, depuis le début, à l'avant-garde de cette lutte.

Cette insurrection n'est pas née du jour au lendemain. Elle est le résultat de toute la colère accumulée au cours des années par le peuple nicaraguayen contre un régime fasciste qui sévit depuis 1933.

De février à septembre

L'assassinat d'un des principaux leaders de l'opposition, en février dernier, met le feu aux poudres. La grève générale paralyse alors le pays et le Front sandiniste de libération nationale lance des attaques contre la Garde nationale qui fait office à la fois de police et d'armée. Puis d'autres grèves générales vont secouer à nouveau le pays.

Mardi 22 août : nouveau coup de théâtre. Un commando du Front sandiniste prend en otages, à l'intérieur même du Palais national, près de 500 personnes, dont une soixantaine de députés et le ministre de l'Intérieur. Une action remarquable, pleinement réussie, qui se solde par une victoire : les 25 membres du commando peuvent repartir vers Panama, alors que cinquante-neuf prisonniers politiques sont libérés. Grande victoire aussi, l'accueil réservé par la population de la capitale, Managua, au commando sandiniste. En s'attaquant directement au gouvernement, le Front réalise l'espoir de tout un peuple.

Le jour même, une nouvelle grève générale éclate pour devenir totale au bout de quelques jours, embrasant tous les secteurs de l'économie.

Faire tomber Somoza par la grève n'est pas suffisant, c'est pourquoi les actions contre le pilier de l'État, la Garde, se multiplient, et le samedi 9 septembre, l'appel à l'insurrection lancé par les sandinistes est entendu par la population.

Depuis, des villes entières sont aux mains des guerilleros dont les rangs gonflent tous les jours.

Un siècle de domination américaine

Depuis plus d'un siècle, le Nicaragua est sous la dépendance de l'impérialisme américain, mais c'est en 1912 que ce dernier accroît sa domination en débarquant des « Marines » sur le sol nicaraguayen. Jusqu'en 1933, ces « Marines » reviendront à plusieurs reprises. C'est durant cette période que les Américains ont constitué la Garde nationale, placée alors sous le commandement d'un certain Somoza qui prend le pouvoir en 1936, deux ans après avoir assassiné Sandino, chef de la révolte contre l'occupant américain.

Depuis, le Nicaragua est dirigé économiquement et politiquement par la famille Somoza, qui a fourni les dictateurs, et les USA.

C'est le pays d'Amérique latine qui est le plus tenu par l'impérialisme américain. 32,5 % des importations du pays vont aux USA et 28 % des exportations en viennent. D'autre part, 70 % des investissements étrangers au Nicaragua sont le fait de grandes firmes américaines, notamment de l'US-STELL.

C'est essentiellement l'agriculture qui fait vivre le pays. 70 % de la population y consacre ses bras. Il y a, d'une part, une importante culture vivrière sur de minuscules exploitations qui nourrit la majeure partie de la population ; d'autre part, à côté de ces parcelles aux rendements très faibles et aux méthodes archaïques, existent de vastes haciendas appartenant à la Compagnie américaine United-Brand (anciennement appelée United-Fruit). Sur ces terres pousse essentiellement du coton. Des moyens de haute technicité sont mis en œuvre pour les rentabiliser au maximum. Lors des récoltes, toute la population est mobilisée, y compris les enfants. Elle est placée sous le contrôle de chefs qui ne connaissent d'autre moyen, pour faire exécuter leurs ordres, que celui du fusil, instaurant une terreur permanente.

Les rapports entre Somoza et les USA se sont déroulés sans problèmes jusqu'à ce que Carter décide de jouer les champions des droits de l'homme afin de rehausser son image de marque pour mieux rivaliser avec l'URSS. Afin de rendre crédible

Suite au verso



La confiance dans la victoire, le jour de la Libération des prisonniers politiques.



Malgré la censure imposée sur toutes les informations par la dictature, il semble que les sandinistes contrôlent une partie du pays.

cette décision, Carter est allé voir tous les dictateurs mis en place par l'impérialisme américain pour leur demander de « libéraliser le régime ».

Somoza n'a pas échappé à la règle. Désireux de ne pas déplaire à son grand protecteur, il a essayé de prouver sa « bonne volonté » en se déclarant prêt à discuter avec l'opposition. L'assassinat de Chamoro mit brusquement un terme à cette innovation.

Tous contre Somoza

L'opposition au régime Somoza regroupe toutes les couches de la population. La bourgeoisie, gênée dans son développement par le monopole de quelques familles, et surtout celle de Somoza, ainsi que des États-Unis sur l'économie du pays. C'est pourquoi, à la fin du mois d'août, elle s'est associée au mouvement de grève générale déclenché par le Front sandiniste.

Unie quant à son objectif immédiat, à savoir la fin de Somoza, elle l'est moins sur l'avenir. Certains secteurs sont opposés à la participation au pouvoir du Front sandiniste, d'autres, au contraire, estiment qu'il faut composer avec lui.

Le Front sandiniste rassemble des gens de toute origine sociale mais est formé, dans sa grande majorité, de gens du peuple. Son objectif : construire un pays libre et démocratique.

Ce Front, qui dirige actuellement l'insurrection, doit son nom au général Sandino qui, en 1927, prit la tête de la lutte contre l'impérialisme américain en constituant une véritable armée composée de paysans et de mineurs.

Constitué en 1961, le Front s'inspira, au départ, de théories castristes, mais bientôt remit en cause ces théories et changea de tactique.

Aujourd'hui, accusé à maintes reprises de vouloir instaurer un régime semblable à celui de Cuba, les dirigeants du Front ont tenu à se démarquer de celui-ci qui n'est plus un élément de référence et à indiquer qu'ils suivraient leur propre chemin.

Aujourd'hui, les rangs du Front grossissent chque jour. Dans toutes les villes, les jeunes, appelés « muchachos », se joignent aux guerilleros, apprennent rapidement les rudiments nécessaires pour mener la lutte contre la Garde nationale. C'est maintenant le peuple tout entier qui s'identifie au Front sandiniste.

Évelyne LE GUEN

Carter et la dictature en difficulté

Face à une opposition aussi unanime, organisée et prête à affronter militairement la force que constitue la Garde nationale, le régime de Somoza paraît bien branlant. L'impérialisme américain qui espère limiter au maximum la catastrophe tente de trouver une alternative convenable pour lui.

Ce qu'il craint par dessus tout, c'est la prise de pouvoir par le Front sandiniste. Favoriser le départ de Somoza et l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement plus démocratique les inquiète, craignant de voir ses intérêts lésés par la bourgeoisie nationale avec qui il devra composer. Jusqu'à présent, il a continué, dans les faits, à soutenir Somoza tout en faisant pression sur lui pour qu'il en finisse au plus vite en entamant des négociations avec l'opposition modérée.

Somoza a donc lancé un appel en direction de l'opposition non-armée en vue d'entamer des discussions avec elle, mais jusqu'à présent, cet appel du pied n'a guère rencontré d'interlocuteurs : aucune brèche n'a été ouverte au sein de l'opposition.

Unissons-nous à la base, dans la lutte et pour la lutte

Il n'est pas de jour où ne soit annoncé quelque mesure ou projet contre la classe ouvrière et tous les travailleurs. L'offensive antipopulaire a rarement eu une telle ampleur. Tous les acquis de dures luttes passées sont remis en cause. Chômage, prix, impôts ont encore augmenté et les ministres se succèdent pour nous dire que cela va durer.

Pendant des mois et des mois, alors que se mettait en place et s'aggravait cette offensive, en même temps que s'approfondissait la crise et que s'aiguisait la concurrence entre trusts, à l'échelle du monde, les états-majors des partis de gauche et des principaux syndicats déployaient tous leurs efforts pour canaliser le mécontentement et la combativité des travailleurs vers une issue : les élections de mars dans lesquelles ces derniers se voyaient poussés à mettre tous leurs espoirs.

Et quand, après mars, en même temps qu'il accentuait encore ses attaques anti-ouvrières, le gouvernement mit en route sa concertation et son ouverture sociale, ces mêmes chefs de parti d'opposition et de syndicats s'y précipitèrent.

Cela continue aujourd'hui, et entre-temps, de nombreux accords ont été signés, dont celui de la métallurgie est, sans doute, le plus triste exemple : sérieux pas vers l'horaire annuel et le salaire envisagé à l'année. Il est un coup de poignard porté en plein été dans le dos des travailleurs.

Mais dès après mars, de grandes luttes (Renault, RATP, Arsenaux, Moulinex, les hôpitaux, le textile des Vosges) avaient traduit une forte volonté chez les travailleurs de résister et de passer à la contre-offensive. Pourtant, ces luttes, restées dispersées, trop proches aussi de la période des congés, n'avaient pas débouché sur un mouvement rassemblant suffisamment de forces pour briser l'offensive patronale. Elles échouèrent pour l'essentiel.

Après de telles expériences, dans de telles conditions, les travailleurs ont bien des raisons de s'interroger sur les moyens qu'il faut pour se battre ; les syndicalistes ont bien des raisons d'interroger les directions syndicales !

Et de fait, ces interrogations ont secoué et secouent en profondeur les syndicats.

Où mène la dépendance du syndicat envers les partis qui nommaient, eux-mêmes, leur programme politique, Programme commun de gouvernement ? Et c'est bien ce qu'ils proposaient : un autre gouvernement pour une France toujours capitaliste.

Quelle société veut-on construire ?

Comment s'élabore la ligne syndicale, sur quelle base, pour quels intérêts et par qui ?

Quelle unité : celle entre états-majors syndicaux, entre Séguy et Maire, ou celle construite à la base, dans l'action de classe, entre membres d'une même classe ?

Interrogations aussi sur la situation dans le monde : la Tchécoslovaquie occupée (toujours occupée !), la nature de l'URSS, ce pays où le syndicat fait partie de l'appareil d'État et est outil d'oppression contre le peuple : certainement pas la société que nous voulons, le socialisme !

Toutes ces secousses, les dirigeants syndicaux les ont d'abord niées, puis minimisées. Mais ils n'ont pu endiguer le flot.

Maire se fait siffler à son meeting de rentrée à Paris – et bien peu de voix s'élèvent dans la salle pour le défendre !. Séguy, lui, change de langage comme Marchais : *« Il faut lutter ; la concertation, ça ne vaut rien ; unité à la base, démocratie. »* C'est le « débat » sous le signe duquel est placé le 40e congrès de la CGT qui se tiendra à la fin de l'année.

Mais, en fait, rien n'est changé !

« A la base » ou « populaire », c'est toujours la même union qu'ils nous proposent : celle d'une future, mais pas nouvelle gauche pour gouverner.

Dans les faits, les discours sur l'action et la lutte s'éteignent dans les bureaux des ministres qu'ils vont – toujours – rencontrer. Et comme il n'y a pas d'élections à brève échéance, c'est à faire pression pour que soit appliquée leur politique que chacun d'eux nous invite, chacun ayant bien sûr la meilleure !

Ces questions que se posent, aujourd'hui, de nombreux travailleurs, en particulier ceux qui ont fait et font encore confiance au PCF, à la CGT, elles sont fondamentales.

Discutons-en ! De la période de préparation des congrès (et d'abord celui de la CGT), faisons une période de bilan pour nous unir, pour que s'unissent les travailleurs, syndiqués ou non, sur de solides bases de classe. L'essentiel, c'est de prendre la bonne route.

Et comme à l'usine, un changement de directeur n'empêche pas les licenciements ni ne permet les augmentations de salaires, comme dans le pays une nouvelle gestion, un nouveau gouvernement, fussent-ils de gauche, ne le peuvent non plus ; comme ces choses s'imposent par la force, par la lutte, aux patrons et à leur gouvernement, alors unissons-nous à la base, dans la lutte et pour la lutte.

Jacques DUROC

Les foyers de travailleurs immigrés

Un front de la lutte de classe

Incontestablement depuis quatre ans que dure la lutte des résidents des foyers Sonacotra pour la reconnaissance de leur Comité de coordination et leurs comités de résidents, pour la baisse des loyers de 100 F, pour un statut de locataire, le remplacement des gérants par des concierges, contre les expulsions et les actes racistes, le contexte politique et social de la lutte s'est transformé.

Cela est dû tout d'abord au travail inlassable du Comité de coordination pour construire l'unité des résidents de plus de vingt-cinq nationalités dans la lutte pour exiger la satisfaction de leurs revendications. Travail de propagande et d'information, travail d'organisation et d'animation dans les foyers, l'ensemble ayant conduit aujourd'hui à une mobilisation accrue. Aujourd'hui, ce sont plus de 100 foyers qui sont en cessation de paiement des redevances et unis derrière le Comité coordination.

Une situation intolérable dans les foyers d'immigrés

Mais la lutte des résidents de la Sonacotra a aussi servi de détonateur et de révélateur à une situation intolérable dans la plupart des foyers destinés aux travailleurs migrants. Ce sont les mêmes exigences et le même mécontentement qui règnent dans les foyers ADEF (pour les travailleurs du bâtiment et de la métallurgie) dans les foyers Soundiata, AFRP, AMLI (région de Metz), Adatarele (région de Lille) ou des foyers-hôtels isolés comme celui de l'Yser à St-Denis, le foyer Fondary dans le 15ème arrondissement de Paris. En fait, les foyers Sonacotra sont mieux lotis du point de vue sécurité, salubrité, équipements sociaux que la plupart des autres foyers cités. C'est dire combien la vague de protestations et de lutte qui n'a cessé de s'amplifier chez les travailleurs immigrés logeant en foyers et qui touchent à l'heure actuelle plus de 20 000 travailleurs n'est pas prête de retomber tant que ne seront pas satisfaites leurs légitimes revendications qui en sont la cause.

La politique du pouvoir

Le calcul du gouvernement et des dirigeants de la Sonacotra reposait au départ sur un pourrissement du mouvement à partir de concessions dérisoires accordées à quelques foyers pris isolément (Allende à Saint-Denis, Strasbourg). L'attitude des dirigeants de la CGT, consistant à préconiser la négociation foyer par foyer et à empêcher la constitution du Comité du coordination, a sans doute permis au gouvernement d'escompter un succès rapide dans cette voie. N'ayant pas réussi, c'est la répression brutale qui fut choisie en avril 1976 par Poniatowski qui fit expulser dix-huit délégués du territoire français. Ce fut la phase la plus critique du mouvement qui ne comptait plus que douze foyers en grève durant l'été 1976. Mais la bataille pour le retour des expulsés, pour longue et difficile qu'elle fût permit d'aboutir à un succès quasi-total un an plus tard – seuls deux délégués ne sont pas revenus.

Sur le plan juridique, la Sonacotra engagea alors les procès par saisies-arrêts sur salaires. La riposte par la mobilisation dans les tribunaux et contre-plainte pour la pratique de prix illicites ont pour conséquence la désolidarisation de la plupart des magistrats des objectifs du pouvoir, peu convaincus qu'ils étaient des arguments d'agitation superficielle d'une poignée de gauchistes et du bien fondé des tarifs pratiqués par la Sonacotra, n'obéissant à aucune loi en la matière.

Après des négociations au sommet entre la Sonacotra et les directions syndicales CGT, CFDT et FO, destinées à confier à ces dernières la responsabilité de faire cesser la grève contre des concessions bien inférieures aux exigences du Comité de coordination et qui n'aboutissent pas plus face à la détermination des travailleurs et des comités de résidents dans les foyers en lutte, le pouvoir ne put que constater la progression du mouvement revendicatif échappant au contrôle des dirigeants syndicaux réformistes, et toujours plus mobilisé, notamment contre les nouvelles mesures Stoléru (novembre 1977).

Provocations, procès tous azimuts :

C'est ce qui a conduit à la situation actuelle où la politique du gouvernement et de la Sonacotra manie à la fois la carotte et le bâton :

1) Désireux d'obtenir l'expulsion de délégués par les voies plus discrètes qu'en 1976, Stoléru dénonce le *« climat de violence »* qui règne dans les foyers, appelle à la répression du Comité de coordination (décembre 1977) et incite les gérants à déposer des plaintes pénales pour *« voies de fait et violence »* contre les délégués.

2) Pour justifier ce climat de violence, les provocations se multiplient dans les foyers. Quelques individus au service de la Sonacotra ou des racistes extérieurs aux foyers s'en chargent :

Un résident agressé à Argenteuil (octobre 1977) ; coups de feu tirés contre le foyer Romain Rolland à St-Denis ; plasticage du foyer de la Meinau à Strasbourg ; un délégué blessé par le gérant à Noisiel et à Gennevilliers ; un résident retrouvé noyé dans le canal de Bobigny ; un délégué agressé près du foyer à St-Geneviève des Bois ; coups de feu contre un foyer de Nice ; plasticage d'une voiture devant le foyer de Montois-la-Montagne ; incendie criminel de la chaufferie à Chilly-Mazarin ; un inconnu agresse le gérant d'un foyer à Argenteuil ; en juillet un individu, dénoncé depuis longtemps par les résidents, tue un travailleur à Bagnolet ; le veilleur de nuit de St-Denis blesse grièvement un résident à coup de barre de fer ; enfin à Massy une bande de provocateurs conduite par un ancien barman du foyer défonce des portes de chambre et récidive quinze jours plus tard en agressant des délégués, avec la police aussitôt sur les lieux. Et encore la liste n'est pas complete !

3) C'est la poursuite des procès pour saisies-arrêt sur salaire ou demandes d'expulsion des foyers (plus de vingt-cinq procès en juillet et août) avec un seule décision d'expulsion rendue par le tribunal de Metz jusqu'à présent.

4) Parallèlement, c'est la valorisation par le pouvoir et la Sonacotra de sa politique en faveur de l'immigration : placards publicitaires dans la presse ; brochures luxueuses gratuites (qui paye ?) ; propagande détaillée de Stoléru en juin 1978 ; interview à la presse ; émissions de télévision (FR3, Paris et Metz) et enfin l'instauration de l'aide transitoire au logement (demandée par les directions syndicales) et payée par le FAS, d'un montant maximum de 82 F à condition de gagner moins de 2 150 F par mois !

La lutte des résidents Sonacotra a servi de détonateur à une situation intolérable dans les foyers de travailleurs migrants.



Pour la satisfaction des revendications jusqu'à la victoire

Dans cette situation, la lutte doit se poursuivre avec plusieurs objectifs :

1) **Élargir et consolider la grève** : par le biais de l'information et de la propagande dans tous les foyers qui viennent s'être touchés par l'augmentation des 6,5 %. En organisant des visites du Comité de coordination dans ces foyers comme cela s'est fait à Metz et Thionville, ce qui a permis la mise en grève de vingt foyers. Faire en sorte que le mécontentement qui est général s'organise et s'exprime en ralliant la plate-forme du Comité de coordination par la Sonacotra ou en entrant en contact avec lui pour les autres foyers.

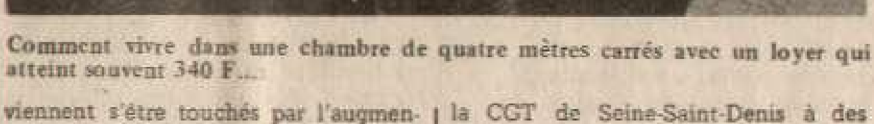
2) Élargir le soutien : Les faits nouveaux en ce domaine, ce sont notamment la reconnaissance du Comité de coordination par la direction du PS en juillet et la participation de sections locales de ce Parti à des activités concrètes de sections (Chelles, Thoigny, Torcy, Brau-Chantereine) avec le PSU, un groupe anarchiste, une UL-CFDT, la CSCV locale et le PCMLF. C'est aussi la prise de position de la municipalité de Massy dans ce sens et du député PS Germont (également dirigeant de la CGT) ; même attitude de la part de l'UD-CFDT du Val-de-Marne en août, qui prépare une campagne d'agitation sur ce thème. Ce sont également les prises de position du *« Moudjahid »* dénonçant en août les provocations contre les résidents de la Sonacotra et la participation de militants du PCF et de la CGT de Seine-Saint-Denis à des mobilisations dans les tribunaux.

Ces quelques exemples montrent qu'il est possible d'élargir la brèche et de contraindre les dirigeants syndicaux nationaux à ne plus parler à la place du Comité de coordination et servir ainsi les buts du pouvoir. Pour cela, il faut appeler tous les travailleurs, sans discrimination d'étiquettes syndicales ou politiques, à s'informer et à soutenir la lutte, à rétablir la vérité et à s'opposer aux manœuvres de divisions et au travail de sape des dirigeants nationaux du PCF, de la CGT ou de la CFDT.

3) **Pour l'unité de la classe ouvrière** : Cette lutte appartient à la lutte de la classe ouvrière pour son *unité contre* la classe des patrons et son Etat, contre les divisions et les traitres. Elle est le reflet de la combativité très grande de la partie immigrée de la classe ouvrière (travailleurs de Renault, du métro) et requiert la solidarité de tous les ouvriers pour combattre la discrimination raciale, les expulsions ; sa victoire, ce sera la victoire de toute la classe contre la politique de chômage et de misère des bourgeois.

Guy LEBRETON





Comment vivre dans une chambre de quatre mètres carrés avec un loyer qui atteint souvent 340 F...

Eternit (Nord)

Quand ceux de l'amiante - ciment disent non

Éternit industrie comprend huit usines en France occupant 5 000 personnes et un chiffre d'affaires de 847 millions l'an dernier.

L'amiante-ciment aux quatre coins du monde

C'est aussi la filiale principale d'un holding, la SAFE (société anonyme financière Éternit) s'étendant aux quatre coins du monde. Les tuileries Marley-Betolan (tuiles en béton), la Dalami (revêtements de murs et de sols), la Dimatit (Maroc), la SICOAC (Tunisie), l'Hélénit (Grèce), la SEA I et II (société européenne des asphaltes, et adhésifs), la TEAM (Luxembourg), implantée elle-même dans le monde : 21 000 dollars de bénéfices en 1977, etc...

Spécialités Éternit : les matériaux en amiante-ciment utilisées dans le bâtiment. Les fibres d'amiante, sont broyées, mélangées à l'eau puis au ciment, l'amiante dont on connait les dangers. On l'aura compris, les conditions de travail sont ici très dures, de plus le travail est posté.

Deux fois licenciés...

Depuis 1974, Éternit a perdu 1 458 emplois (sans compter le secteur PVC) et le chômage partiel dans le même temps n'a fait que croitre, passant d'une semaine et demie en 1974 à six semaines en 1976 et onze semaines en 1978. En 1974, les patrons disaient que cela permettait de « *ne pas licencier* ». Au fil des ans, la formule s'est démodée. L'année dernière 450 travailleurs étaient licenciés à l'usine de Caronte (près de Marseille). La moitié de l'usine fermait. Mais voici qu'au début de 1978, certains sont réembauchés. Ces travailleurs qui pensaient retrouver une vie normale sont aujourd'hui révoltés par le cynisme de la direction. On vient de leur annoncer que la seconde moitié de l'usine va, à son tour fermer. Cette restructuration, bien sûr, était prévue.

Actions suivies

431 licenciements à l'usine de Prouvy près de Valenciennes (27 % de l'effectif ouvrier), fermeture définitive de l'usine de Caronte. Licenciements de 35 % de l'effectif à celle de Triel : en tout 975 licenciements pour toute la France. La direction a rejeté en bloc les demandes des syndicats, à savoir une information sur la situation réelle d'Éternit industrie par rapport au groupe SAFE une étude complétée par un expert choisi par le CCE et la réunion de la commission nationale sur l'emploi. Ici à Prouvy, la mobilisation s'engage : « *La combativité n'est pas encore au maximum mais les actions ont été suivies.* » nous déclare le délégué CFDT de l'entreprise : débrayages de deux heures avec assemblées générales, dès l'annonce des licenciements, arrêt d'un quart d'heure et défilés dans la cour le 1er septembre, jour de l'ouverture du CEE, délégués accompagnés en masse au comité d'établissement le 5 septembre. Le 18 septembre aura lieu une journée nationale avec grève de huit heures (Éternit travail - le en 3X8) et délégations importantes qui se rendront à Paris au ministère de l'Équipement et au siège de la SASE.

Personne n'a oublié

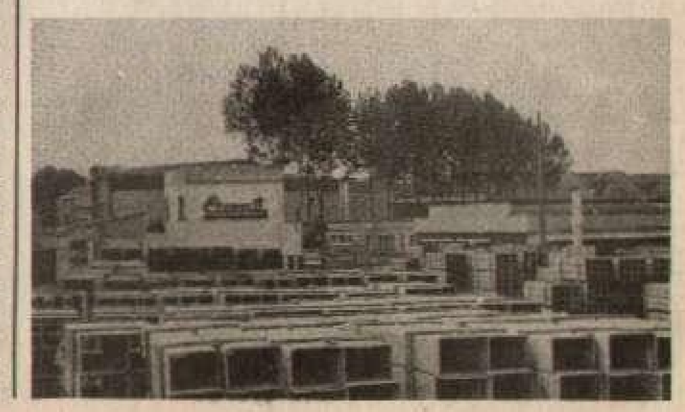
Mais ainsi que le déclare le délégué CFDT « *la seule tactique qui sera efficace et portera ses fruits reste la mobilisation des travailleurs* ».

En 1968, les ouvriers d'Éternit-Prouvy se sont lancés dans la lutte avec une ardeur et une combativité que personne n'a oublié. Les grévistes envoyaient des voitures battant drapeau rouge et chargées d'ouvriers aller prendre les travailleurs chez eux dans les villes des alentours, Denain, Valenciennes. Les premiers en grève dans la région, ils furent les derniers à reprendre... Aujourd'hui, ceux d'Éternit ne veulent pas aller grossir le flot des chômeurs que compte Valenciennes. Pourrait-il faire autre chose qu'aller à la bataille ?

Bureau de presse du Nord



431 licenciements sont annoncés dans cette usine Eternit de Valenciennes-Prouvy. La riposte s'organise.



Grenoble

Bilan de la grève à Becton-Dickinson

Entretien avec trois travailleurs de l'usine syndiqués à la CFDT, Ben, Mouss, et Christian.

Pouvez-vous nous présenter Becton Dickicson ?

C'est une multinationale américaine. Elle a trois établissements à Grenoble et emploie 600 personnes : fabrication de matériel médico-chirurgical (seringues en particulier). L'usine de Pont-de-Chaix (banlieue sud de Grenoble, emploie 388 personnes dont 325 ouvriers. Parmi eux, quarante travaillent en 3X8. Il y a une majorité de femmes.

Les raisons de la grève

Elle est partie d'un atelier (le formage hypack) et d'une catégorie de travailleurs, les opérateurs formeurs. C'est eux qui font des seringues avec des cylindres en verre. Ils travaillent en 3X8.

Ca fait un mois qu'ils se consultaient et puis un jour c'est parti comme ca.

Ben : *Dans une autre section du même atelier, où on fait la coupe (coupe des cylindres) : j'ai été les voir. Je leur ai dit « nous aussi on veut s'associer au mouvement ». Au début, leur revendication, c'était : augmentation de la prime de nuit. 300 F pour ceux qui travaillent en 3X8, non à la feuille de contrôle (cette feuille de contrôle oblige les opérateurs à faire 10 contrôles toutes les douze secondes. Ça fait plus de deux mille en huit heures !). On a remplacé 300 F pour ceux en 3X8 par 300 F pour tous.*

Au début, on n'était qu'une trentaine en grève (il y a 100 personnes dans l'atelier.)

Il y avait déjà eu des luttes auparavant ?

En 1974, l'usine avait déjà été occupée. Mais depuis, ça avait été un peu sommeillant.

En 1976, c'est les femmes du tirage qui ont fait grève toute seules. Cette fois elles n'ont pas bougé. Pareil pour les colleurs qui se sont battus aussi tout seuls une autre fois.

Les syndicats ?

Il y a un syndicat CFDT qui a 45 adhérents. Le syndicat CGT annonce 200 adhérents mais vraiment « je ne sais pas où ils sont ! »

En 1974, le conflit avait été mené par la CFDT, elle n'était pas implantée dans les ateliers et la CGT s'est renforcée.

Revenons aux raisons de la grève.

Avant les élections (mars 1978), les gens étaient très peu motivés. Il y a eu récemment un trou dans les finances du comité d'entreprise qui étaient tenu par la CGT. Alors les gens ça les avait pas mal refroidis à l'égard des syndicats !

Après les élections, ça a été la douche froide pendant quelques semaines et après, les gens ont pensé qu'il fallait se battre pour avoir quelque chose.

Quelle forme a pris la grève ?

Au formage, les gars ont démarré sur des revendications qui les intéressaient eux. Ils n'ont pas cherché à élargir le mouvement. Au début, ils débrayaient une heure par jour. Avant la lutte, les syndicats n'avaient pas un fonctionnement qui leur permettait d'intervenir dès qu'il se passait quelque chose.

Donc, ça a démarré un peu tout seul et c'est au bout de trois semaines qu'à la CFDT on a posé le problème de l'élargissement du conflit.

L'attitude de la direction nous a bien aidée : le coups des chefs qui sont venus bosser la nuit sur les machines, ça a beaucoup mobilisés les travailleurs, le coup du chômage technique aussi. Chaque fois que la direction a durci son attitude, il y a eu un débrayage général. Ses tentatives pour diviser les gens n'ont pas marché.

Pourtant d'habitude, ça marche : elle a mis en place tout un système pour court-circuiter les syndicats. Par exemple, elle distribue au personnel les réponses aux questions des délégués pendant la réunion des délégués avant même de leur d donner à eux.

Les étapes du conflit

Pendant trois semaines, ça a été une heure par jour

➡

suite de la page 25

du lundi au jeudi et trois heures en fin de poste le vendredi.

La quatrième semaine : quatre heures par jour. La direction a envoyé la maîtrise ..ravailler. Alors on s'est mis à débrayer en milieu de poste en restant sur place.

Ça a été dur de faire admettre aux formeurs qu'il fallait élargir le conflit. Au début, on n'a pas fait d'information. Mais les gens nous demandaient ce qui se passait, alors la troisième semaine, on a fait deux informations et une collecte.

Puis la direction a annoncé 120 chômages techniques et trois licenciements au magasin. En riposte, première journée de grève générale le 16 juin.

Le 19 juin, on a fait une assemblée générale. C'est là qu'on a décidé la grève totale.

Ben : *« Moi, j'ai dit : la direction a durci sa position, faut qu'on durcisse aussi, et ça a été voté. »*

Rôle de l'assemblée générale et des syndicats

Au début, on n'avait pas de réunions de section et c'était les grandes gueules qui dirigeaient les AG. Puis on a commencé à discuter en section et comme la direction lâchait rien (elle a même menacé de licencier sept autres personnes), on a commencé à parler d'occupation.

Il y a eu deux votes favorables à l'occupation mais la minorité (des non-adhérents et des adhérents CGT) refusèrent de se plier à la majorité. Mais cette idée d'occupation, pour beaucoup, elle était pas invraisemblable et elle a même mûri tout au long de la semaine, en particulier grâce aux provocations de la direction qui a envoyé des avertissements bidons (pas recommandés).

Le 26 juin, on a fait une assemblée générale. Sur les 83 votants, cinq ont voté contre l'occupation. On est rentré dans l'usine à 75. La direction ne s'y attendait pas et il n'y avait qu'une dizaine de gens de la maîtrise. On est passé dans les ateliers avec le haut-parleur.

Tout de suite on a pensé à s'organiser pour ne pas se faire virer par la maîtrise.

Un après-midi, on a vu 120 personnes, des cadres et des non grévistes, venir « manifester » devant l'usine. Ils criaient : « nous voulons travailler, dehors les fainéants, les bandits, les voyous ». Nous, on a sorti les lances à incendie et le haut-parleur. On disait : « la direction se sert de vous, elle vous fait jouer un sale rôle ». Les non-grévistes ont commencé à se retirer discrètement. Il y avait bien une cinquantaine de personnes qui avaient honte et ne disaient rien.

Au début, nous n'avons pas organisé la bouffe ni le fonctionnement matériel en général. Alors les gens s'en allaient chez eux pour manger. On arrivait pas à les intégrer aux tâches concrètes.

La leçon tirée, c'est que, dès les premiers jours, il faut monter une commission-bouffe et organiser des activités autres que les boules ; par exemple des commissions-affiches etc.

Le jeudi, on a décidé d'organiser la bouffe : tout de suite, il y a eu vingt personnes de plus à occuper. Il faudrait se souvenir de tout cela la prochaine fois et l'organiser à l'avance.

Au début, pour le collage et les affiches, fallait pousser les gens. Ils n'étaient pas volontaires spontanément. Un jour, il y a eu à faire des panneaux. Des femmes se sont proposées pour aider à les confectionner. On leur a dit : « Vous pouvez bien les faire seules ». C'est la première fois qu'elles prenaient une telle initiative.

Les flics nous ont viré le 3 juillet après jugement des référés, favorable à la direction. On a poursuivi la grève totale deux semaines encore.

Quels ont été les résultats de la grève ?

On n'a pas obtenu les 300 F pour tous, ni la réintégration des trois licenciés.

Ben : *c'est un échec .*

Mouss : *c'est pas un échec total. On a obtenu le minimum. On a pu faire supprimer la menace des sept licenciements.*

Christian : *on a pas eu les revendications principales mais le mouvement a été très combatif pendant quatre semaines. C'est un échec, mais la lutte ne sera pas un échec si on a réussi à constituer un syndicat solide et à inculquer des réflexes de bagarre aux gens. Dans les trois mois qui vont suivre la rentrée de septembre, ça aura été une victoire si on arrive à faire échec à toute tentative de répression.*

Les formeurs ont obtenu à peu près ce qu'ils revendiquaient ; les autres bien moins.

La solidarité a-t-elle été suffisante autour de vous ?

Qu'attendiez-vous de l'extérieur ?

D'abord, il faut dire que nous nous étions organisés pour un petit conflit, pas pour un conflit dur. Nous avons trop négligé la propagande auprès des non-grévistes et nous ne nous voyions pas assez en réunions de section. A cause de ça, nous n'avons pas demandé beaucoup d'aide à l'extérieur.

De l'aide, il n'en ait pas venu beaucoup du côté des structures syndicales : pas de popularisation, hostilité à l'occupation de la part de certains permanents qui, à plusieurs reprises, ont essayé d'imposer un vote à bulletins secrets.

Les travailleurs n'ont pas pu contrôler la négociation. Le découragement que cela a pu susciter les a contraints, plus que le manque d'argent, à reprendre le travail.

« Cette lutte nous a unis, elle nous a permis de nous connaître et aussi nos points faibles. » disent-ils.

Riche expérience, en effet, pour préparer les luttes à venir.



Gard

Des arboriculteurs contre la pollution

Les récoltes fruitières subissent de graves dommages, en raison des dégagements de fluor

La société de céramique du Midi, Perrusson-Rohmer (CMPR), est installée à Fournes depuis une quinzaines d'années. Le siège, ainsi que trois autres usines du groupe, est dans les Charentes (Roupaziere).

Cette usine emploie une centaine d'ouvriers, la plupart immigrés, dans des conditions de travail déplorables. Une lutte menée, il y a une dizaine d'années, pour l'obtention de douches et de WC, s'était soldée par le licenciement de seize grévistes.

Les récoltes fruitières (pêches, cerises, abricots, raisins) subissent chaque année des dommages en raison des dégagements de fluor dûs aux nouvelles techniques (chauffage à près de 1 000 degrés centigrades), techniques commandées par le profit maximum.

L'expertise des dommages pour l'année 1976 s'élève à plusieurs dizaines de milliers de francs. Le patron, déjà condamné, fait appel, refuse de payer et... pollue toujours !

Les paysans (une quarantaine de petits et moyens propriétaires) se sont regroupés dans une *« association contre la pollution des firmes d'usines »*. Des paysans de la commune de Theziers, à 4 km, également touchés, les ont rejoints.

Pour se faire entendre, les paysans ont barré l'accès de l'usine, le vendredi 1er septembre, sur la CD 19. Les ouvriers, compréhensifs pour la plupart, ont pointé et son rentrés chez eux en signe de solidarité.

Le grand patron s'est déplacé pour négocier. Ses arguments ?

– *La démagogie* : « Si on ferme l'usine, les ouvriers iront au chômage. » ;

– *La menace* : « Le four coûte un milliard, si ont l'arrête, il y aura des dégâts, vous paierez les pots cassés ! »

Bien sûr, par décision judiciaire, le patron est contraint d'équiper son usine d'un filtre antipolluant pour avril 1979.

Les paysans sont perplexes. En attendant, les vendanges vont commencer et les arbres crèvent !

La solution sera rejetée. Suite aux négociations, le dimanche, à la cave coopératice, un des animateurs de l'association nous déclare que l'action va se poursuivre, mais dans la légalité, sur le terrain de la justice.

Et pourtant, bien des campagne, il est difficile de se mobiliser car il y a du travail. Mais qu'attendre d'un patron qui refuse même de payer les 60 000 F de l'année 1976, qui a la justice avec lui, qui sacrifie au profit les moyens d'existence des paysans ?



Une partie de l'association, à la sortie de son assemblée générale

Dans les négociations, les arboriculteurs, soucieux du sort des ouvriers, avaient proposé l'arrêt du four jusqu'à fin octobre et l'embauchage des ouvriers de l'usine pour les vendanges. questions demeurent. Au cours des discussions, on entendait souvent : *« Le patron tourne la loi pour lui, cherche à gagner du temps et les arbres crèvent »*. Bien sûr, en début de saison, à la

La journée du 1er septembre a donné en partie la réponse quand les paysans sont passés à l'action, le grand patron s'est vite déplacé... très vite.

La lutte sera sans doute longue. Mais il faut compter sur les paysans qui ne se laisseront pas faire.

Correspondant HR (Gard)

L'école, un privilège des villes ?

Il y a quelques jours, treize millions d'enfants ont repris l'école. A entendre la radio et la télévision, les enfants scolarisés habitent tous dans les villes puisque rien n'a été dit de l'école à la campagne.

Et pourtant, à la campagne, les parents doivent surmonter de nombreux obstacles (comme le transport des élèves) pour envoyer leurs enfants à l'école.

Quel est le lien entre la vie quotidienne des parents et des enfants et ce que ceux-ci apprennent à l'école ?

Voici quelques questions auxquelles Claude et Jacqueline, petits paysans de la Sarthe, prés de Vaas, nous ont répondu.

Nous avons trois enfants, mais deux seulement vont à l'école maternelle, le dernier est trop petit.

– Q : L'école est-elle loin de chez vous ?

R : Oui, nous sommes isolés du bourg. Comme il n'y a pas de car pour ramasser les enfants, on s'est arrangé entre trois familles pour aller les chercher chacune à notre tour, mais ça nous pèse. Quand on est en plein travail, il faut s'arrêter pour prendre les enfants à 16 h 30 à l'école.

Pour le transport, il faut se débrouiller

– Q : Vous êtes obligés d'avoir une voiture alors ?

R : Oui. Nous avons des voisins qui ne possèdent pas de voiture. Lui part tôt pour aller à l'usine, alors sa femme emmenait ses enfants dans la remorque de sa mobylette mais les flics lui ont interdit de continuer et lui ont donné une amende.

– Q : Mais vous, vous pouvez les emmener ?

R : Non, on ne peut pas rouler avec huit ou neuf enfants dans notre voiture, l'assurance dégagerait ses responsabilités en cas d'accident. On a demandé au maire de nous couvrir pour l'assurance ou de louer un car, il nous a dit de nous débrouiller.

L'école gratuite ?

– Q : Vos enfants partent toute la journée. Est-ce qu'il y a une cantine ?

R : Les enfants déjeunent à la cantine le midi, mais elle est éloignée de l'école. Il y a bien 800 mètres à faire, beaucoup de voitures passent par là et il n'y a que deux institutrices pour les surveiller. C'est très dangereux.

– Q : La cantine est-elle chère ?

R : 4,50 F par enfant, c'est beaucoup trop. La petite mange peu, mais on doit payer 4,50 F quand même.



La secrétaire de mairie déjeune à l'école et paie 4,50 F aussi. C'est pas normal qu'elle ne paie pas plus. Autre chose n'est pas normal. Quand les enfants manquent l'école, on paie de toute manière la cantine ou alors il faut présenter un certificat médical. Il faut payer un médecin pour être remboursé de 4,50 F.

Si ça continue, quand les enfants manqueront l'école, nous les parents, on ira manger à la cantine.

Rupture entre l'école et la ferme

– Q : Est-ce que les enfants entendent parler des travaux de la terre à l'école ?

R : Mon fils qui n'a pas ses six ans encore se passionne pour tout ce qui est de la terre. Il connait les tracteurs, le travail dans les champs, mais jamais l'institutrice ne lui en a parlé.

Il faudrait que les enfants et leur institutrice viennent visiter les fermes, qu'ils sachent ce qu'on fait toute la journée.

Il y a une institutrice, à Aubigné-Racan, qui a emmené ses enfants visiter la ferme de l'un d'entre eux.

> Dans la Sarthe, trois fer- disparaissent par jour. En France, une ferme disparait toutes les dix minutes.

Tous les enfants étaient intéressés et celui qui faisait visiter sa ferme était fier. Il a vu que tout ce qui se passait chez lui, c'était important aux yeux de la maitresse et de ses camarades. Je trouve ça bien.

– Q : Si l'institutrice ne leur parle pas de la terre, de quoi leur parle-t-elle ?

R : Dans la grande classe de maternelle, les enfants apprennent un peu à lire et à écrire. J'approuve que mon fils sache écrire son nom, mais je crois qu'on les pousse un peu trop. Les enfants risquent de se dégoûter si on les force à apprendre à écrire et à lire.

– Q : Qu'est-ce que vos enfants font faire plus tard ?

R : C'est trop tôt pour le savoir, s'ils peuvent faire autre chose que nous, qu'ils le fassent. C'est trop dur d'être un petit paysan.

Reportage de
Nathalie VILLOTIERS

Cinéma

A propos de «Molière»

En ce moment passe: dans de nombreux cinémas « Molière ». Ce film, à la gloire d'un grand écrivain de théâtre, est une occasion de découvrir qu'il était un révolutionnaire dans le théâtre, mais aussi un écrivain engagé, un combattant lucide et progressiste.

La première partie du film retrace la jeunesse de Molière une jeunesse aisée car le jeune Jean-Baptiste Poquelin (Molière est son nom de théâtre) était fils de bourgeois. Son père est tapissier du roi. Malgré le privilège de ce milieu, Jean-Baptiste partagera les jeux des enfants des pauvres. Plus tard, au moment d'apprendre un métier, il refusera celui de tapissier auquel son père le destinait et arracha de haute lutte, le droit de faire des études.

A la fin de ses études, le futur Molière laissera là toute ambition sociale et choisira le métier de comédien pour lequel il se passionne. Au XVIIe siècle, les comédiens étaient en marge de la société. L'église les excommuniait. Ce fut le cas pour Molière.

Jeunesse : l'apprentissage de la vie et du métier

Alors commença pour lui quinze années de voyages sans fin et de comédie à travers toute la France. Molière et sa troupe jouèrent un peu partout, dans la rue aussi bien qu'à la cour de petits seigneurs. Durant toute cette période, il a appris à connaitre la misère du peuple, il la partagea souvent. En même temps, il y acquit une très profonde expérience du théâtre qui lui permettra plus tard de le rénover et de jeter les bases d'un théâtre moderne.

Le film nous montre la jeunesse de Molière avec de très belles images. Nous voyons les villes sales, la misère du peuple. Nous assistons à une révolte contre des collecteurs d'impôts au moment du carnaval et à la sauvage répression qui suivit. Nous traversons avec lui une région ravagée par la famine.

La protection de Louis XIV

La seconde partie du film se passe à la cour du roi Louis XIV qui a pris Molière sous sa protection. A ce propos, on peut se demander si une telle protection n'impliquait pas pour Molière de se faire le défenseur de l'ordre établi et, donc, d'être un auteur réactionnaire. Tout comme aujourd'hui les troupes théâtrales ne peuvent vivre sans subventions du gouvernement, du temps de la monarchie, une troupe comme celle de Molière ne pouvait espérer jouer des pièces dignes de ce nom qu'avec l'appui d'un seigneur ou du roi. Ce fut aussi le cas des grands musiciens par exemple.

La longue lutte contre le clergé

Pour autant, Molière ne se fit pas le défenseur de la féodalité. Bien au contraire, toute sa vie et son œuvre vont être désormais une dure lutte contre les ordres qui dominaient la société féodale : le clergé et la noblesse.



Dans des chefs-d'œuvres comme *Tartuffe* ou *Don Juan*, il ne s'attaquera pas au système féodal en tant que tel, mais il ridiculisera avec une formidable efficacité les idées, les valeurs, les manières des dévots. Le clergé ne s'y trompa d'ailleurs pas. L'archevêque de Paris interdit par exemple aux Parisiens d'aller voir jouer *Tartuffe*.

Molière ne se contentait pas de critiquer l'église. Au dogme religieux, au mensonge et à l'hypocrisie des dévots, il oppose le bon sens, la franchise. A Dieu, il oppose l'homme. Molière était athée, ce qui, à l'époque, était la marque d'un esprit très avancé. Il fréquentait les milieux athées, ce que d'ailleurs le film ne dit pas.

Pour écrire ses pièces, il puisait largement dans les écrits athées militants de l'époque. Dans « *Don Juan* », le héros est d'ailleurs athée et le proclame ouvertement. C'était de la part de Molière, protégé par le roi, alors que l'église était très puissante, faire preuve d'un courage et d'une audace peu ordinaires. La pièce fit scandale et connut un succès énorme, puis fut, elle aussi interdite après quinze représentations.

Et contre la noblesse

Une autre cible de Molière fut la noblesse. Il ridiculisa les prétentions stupides des nobles et dénonça leurs privilèges. Il opposa le mérite de la vertu et de l'honnêteté à celui du titre. Souvent dans ses pièces, les valets et les servantes sont plus intelligents que leurs maitres. On conçoit que les nobles n'aient guère apprécié certaines règles de théâtre

suite au verso

énoncées par Molière, telle que celle-ci : « *Comme dans toutes les comédies anciennes, on voit toujours un valet bouffon, de même dans toutes nos pièces de maintenant il faut un marquis ridicule.* » Molière fut durement attaqué par les nobles. Il fut accusé de « *tourner le royaume en ridicule* », de « *railler toute la noblesse et rendre méprisable... des noms éclatants pour qui on devrait avoir du respect.* »

Molière ne dut de pouvoir continuer à jouer à la cour qu'au fait que le roi Louis XIV voulait diminuer l'influence de la noblesse et du clergé qui le gênaient pour développer l'économie du pays. Avec Colbert,



La troupe de Molière, durant quinze ans, parcourut le pays.

Louis XIV favorisait l'expansion de la bourgeoisie et voyait d'un assez bon œil les coups portés par Molière aux classes féodales.

Le porte-parole des idées nouvelles

Les idées que défendait Molière étaient celles en effet de la bourgeoisie en pleine ascension et qui commençait à l'époque à jouer un rôle révolutionnaire contre le féodalisme. Sur le plan culturel, Molière représente, en quelque sorte, l'avant-garde de cette lutte. Il le fit avec une fermeté et une audace admirables. Il ridiculise par exemple dans « *Le Bourgeois gentilhomme* », les bourgeois qui admirent les nobles et veulent les imiter.

Le film, dans la seconde partie, nous montre cette longue lutte de Molière contre les puissants de son temps et l'hostilité que ceux-ci lui vouaient.

Pour la liberté de la femme

Un aspect important qu'évoque le film est l'attitude de Molière à l'égard des femmes. Si dans une de ses premières grandes pièces « *Les précieuses ridicules* », il s'attaque à une mode littéraire de l'aristocratie, il s'en prend aussi par la même occasion aux efforts des femmes pour s'émanciper.

Le film nous fait assister à une scène où Molière prend conscience de la condition féminine ce qui l'amènera à écrire « *L'école des femmes* ». Dans cette pièce, il traitera du droit des femmes à la liberté, à disposer d'elles-mêmes (elles étaient à l'époque mariées toutes jeunes), au plaisir, contre la répression morale et physique de la religion.

« *Molière* » est un film très positif qu'il faut voir, d'autant plus qu'il est très beau. Il comporte certes des défauts : la portée et le contenu progressiste des pièces de Molière ne sont pas assez mis en valeur, le film ignore que Molière avait de nombreuses attaches avec les milieux athées, les contradictions sociales ne sont pas suffisamment expliquées. Enfin, le film abuse trop de symboles et d'allusions qui restent obscurs.

Malgré ces défauts, ce film reste un film important. Ce n'est pas souvent en effet que nous avons l'occasion de mieux connaitre ce grand écrivain progressiste.

Henri MAZEREAU

Notes de lecture

«La Poudrière»

de Jean-Paul Delors et Stéphane Muracciolì — Éditions Alain Moreau 1978 — prix 40 F.

Ce livre de près de 400 pages est certainement le plus complet parmi les ouvrages traitant de la question corse. Tous les points importants y sont abordés. Du point de vue de l'information, il constitue un bon dossier. Si sympathie il y a, elle est du côté du peuple corse.

Pour aborder le sujet, les auteurs partent des événements d'Aléria en août 1975 et de ceux de Bastia qui ont immédiatement suivi.

Pour permettre de mieux comprendre la question, quelques rappels historiques : le gouvernement de Paoli, en 1755, à la tête de la jeune République corse, qui dura une quinzaine d'années et se dota de la Constitution la plus démocratique du monde, à l'époque. Les auteurs montrent comment la nation corse s'est constituée et les luttes qu'elle a menées contre les occupants génois, puis français. Ils écrivent : « *Le tempérament corse, la façon de vivre dans l'Ile, les craintes, les angoisses de ses habitants ne sont pas des choses tombées du ciel comme par enchantement. Elles sont le fruit d'un passé riche en tragédies et en résistances. Un passé qui, contrairement à ce que pensent la moitié des Français, ne rencontre la France que sur le tard (...), le 15 mai 1768, exactement.* »

Les questions culturelles ont aussi une large place, liées aux traditions et à la question linguistique.

Les exemples fourmillent sur « *une autre composante caractéristique de la société corse* » : les clans. Au passage, on peut noter quelques exemples croustillants sur le truquage des élections.

Les deuxième et troisième parties sont constituées par les questions économiques dans les divers domaines et les promesses du pouvoir ; la contestation, l'évolution et la politique des différents courants nationalistes.

Bref, un livre à lire pour ceux qui veulent connaitre la Corse et la faire connaitre.

Claude LEBRUN



Je déteste le système capitaliste

Depuis un an, nous avons eu plusieurs occasions de mieux connaitre la combativité des mineurs américains.

Les mémoires de *Mama Jones* nous expliquent les débuts du syndicalisme dans les mines. Cette même détermination à lutter, nous l'avons retrouvée dans le film *Harlan County*, et puis surtout, dans la longue grève de l'hiver 1977-1978, dans les vallées du Kentucky.

Ces luttes trouvent leur expression dans les chansons de Sarah Ogan Gunning. Fille d'un mineur, Sarah est née en 1910. Travaillant elle-même dans les mines à partir de l'âge de 13 ans, ses chansons ont connu de plus en plus de popularité parmi les mineurs.

Elle chantait, comme c'était presque la tradition dans sa famille, leur misère et leurs luttes.

Elle a écrit cette chanson quand elle a quitté le Kentucky pour New-York, avec un bébé déjà mort de faim et trois autres gosses affamés. Par rapport à cette chanson, elle a dit :

« *J'ai appelé cette chanson* « Je déteste le système capitaliste », *mais des gens m'ont dit que c'était trop révolutionnaire. Sans vraiment réfléchir, j'ai changé le titre* — « Je déteste les patrons ». *Mais plus tard, je me suis rendue compte, qu'en fait, c'était le système capitaliste que je détestais. C'est à cause du système que les gosses meurent de faim et que les capitalistes ont tout le fric, mais moi j'en ai pas.* ».

Nous avons fait une traduction plutôt fidèle que littéraire. Sarah Ogan Gunning chantait sans musique — ce sont presque des ballades-blues parlées.

Je déteste le système capitaliste
Je vous dirai la raison pourquoi
Ils m'ont tant fait souffrir
Ils ont tué mes plus chers amis

Et oui, et vous me demandez
Ce qu'ils ont pu me faire
Je vous en dirai tout, Monsieur
Et mon mari est mort de tuberculose

Trop de travail et de trop bas salaires
Et jamais assez à manger
Sans vêtements et toujours affamé
Il allait nu-pied

Vous dites qu'il était paresseux
Qu'il ne voulait pas travailler
Mais vous êtes fou, je vous le dis
Il n'avait pas peur de travailler

Mon mari était mineur
En travaillant, il risquait sa vie
Pour donner à manger à trois gosses
A sa mère, sa femme et lui-même

Et j'aimais beaucoup ma mère
Et je pleure souvent pour elle
Mais dans ces conditions pourries
Elle aussi elle est morte

« Qu'est-ce qui a tué ta mère ? »
Me disent les capitalistes
C'est la faim et trop de travail
Qui ont vieilli et tué ma mère

« Qu'est-ce qui a tué ta mère
Dis-le nous, s'il te plaît ? »
Désolée ; le pellagre l'a fait, Messieurs
C'est la maladie de la faim

Mon petit bébé aux yeux bleus
J'adorais mon cher petit bébé
Mais sa maman a dû le quitter
Ce petit bébé aux yeux bleus

Ces grands capitalistes puissants
Ils s'habillent en soie et bijoux
Mais mon cher petit enfant
Est mort, faute d'assez de lait

On dit que c'est le pays d'abondance
Pour eux c'est sans doute vrai
Abondance pour Messieurs les capitalistes
Mais pas pour nous les travailleurs

Eh bien, qu'est-ce qu'on peut faire
Pour en finir avec l'injustice
On va tous adhérer au syndicat
Car le syndicat fait notre force

Et moi, qu'est-ce que je peux faire
A ces hommes riches et puissants
Gare à vous Messieurs les capitalistes
Car je vais lutter, lutter et me battre

Au congrès de Nantes de la CGT en 1938

Ni la servitude, ni la guerre

« Nous avons sauvé la paix, il faut maintenant se lancer à outrance dans la course aux armements. » C'est ainsi que Nedelec (de l'UD-CGT des Bouches-du-Rhône) résumait le contenu et le sens des accords de Munich.

C'était au congrès de la CGT tenu à Nantes en novembre 1938, juste après la signature de ces accords de capitulation.

La Paix doit être sauvée

ON PEUT ET ON DOIT SAUVER LA PAIX

LES PROFITEURS DE GUERRE, ORGANISATEURS DU FASCISME

A BAS LES PROFITEURS DE GUERRE !

COMMENT SAUVER LA PAIX ?

VIVE LA PAIX !

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

Affiche du PCF en 1939

Aujourd'hui, il est question de détente, des accords sont signés comme à Helsinski *« pour préserver et consolider la paix »*. C'est bien ce que prétendent les promoteurs de ce genre d'accord. Et c'est bien la même course aux armements qui les prolonge et dans laquelle se lancent à outrance les deux superpuissances d'aujourd'hui : les USA et l'URSS.

Et Nedelec ajoutait : *« avec Munich, nous allons maintenant à pas plus rapides encore qu'auparavant vers la déflagration, la prochaine guerre mondiale. »*

Cette position dont on peut apprécier la clairvoyance était celle des communistes. Nedelec et Semard en furent, à ce congrès, les principaux défenseurs face à ceux qui les accusaient de bellicisme et parlaient de détente, certains qualifiant même de *«raisonnable »* le langage d'Hitler.

Écoutons comment ces hommes répondaient à la question *« Que faut-il faire ? »* avec le point de vue de classe prolétarien, en partant de la réalité des faits et de leur dimension internationale, avec l'esprit internationaliste prolétarien. Comme en 1938, sachons, en 1978, lutter dans nos syndicats pour que ceux-ci ne se contentent pas de parler de paix, pour qu'ils s'élèvent avec énergie contre la politique de force des superpuissances, pour qu'ils en dénoncent les agressions ; pour qu'ils ne se contentent pas de désapprouver l'intervention russe en Tchécoslovaquie, mais exigent le retrait des troupes d'occupation et mènent campagne dans ce sens.

Voici un passage de l'intervention de Nedelec :

Est-ce que nous ne voyons pas qu'il ne suffit pas de dire « je repousse la guerre, je n'accepte pas le risque de guerre, je ne veux pas de la guerre. » *Est-ce que nous ne voyons pas que cela ne suffit pas pour empêcher la guerre ? Nos camarades espagnols ne veulent pas la guerre, il n'y a pas de peuple plus pacifique que le peuple chinois, et cependant ils connaissent la guerre ; en ce moment on leur fait la guerre et, pour se défendre, parce que, eux, ils ne préfèrent pas la servitude à la guerre, ils sont obligés eux aussi d'employer des moyens guerriers pour défendre leur indépendance, pour défendre leur liberté.* (Applaudissements.)

Par conséquent, si nous sommes d'accord pour constater que Munich a renforcé les positions du fascisme international et les positions de la bourgeoisie française en particulier, nous devons être d'accord pour décider dans ce Congrès de résister à la fois aux attaques contre la paix et aux attaques contre nos conditions de vie. Et d'abord ce qu'il faut faire, c'est sauver l'Espagne. Ce que nous n'avons pas été capables de faire pour le Tchécoslovaquie, il faut que nous soyons capables de le faire avant qu'il soit trop tard pour nos camarades espagnols. Il faut que nous agissions avant que, le 23 novembre, les ministres français et anglais n'aient décidé d'appliquer à la République espagnole la méthode qui a fait ses preuves en faveur du fascisme à Munich. Il faut que nous comprenions que là se joue peut-être la partie décisive de la guerre ou de la paix ; que si nos camarades demain, sont battus, ce sera un encouragement encore plus grand qui sera donné à nos fascistes de l'intérieur, aux fascistes internationaux et que, par conséquent, nous risquerions de connaître à la fois l'agression intérieure pour nous imposer la servitude et l'invasion de l'extérieur, ce qui fait que nous n'aurons même pas échappé à la guerre.



l'Humanité

HIER A LA CHAMBRE

Au nom du groupe communiste Gabriel Péri a dénoncé dans un émouvant discours le honteux diktat de Munich



La triple explosion ... *a causé dix morts*

René HAMON

